



PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE

PREMIER MATCH PRÉPARATOIRE DU CANADIEN BOURNIVAL SE DÉMARQUE CONTRE LES SABRES SPORTS

Michael McCarron, Michaël Bournival et Martin St-Pierre.

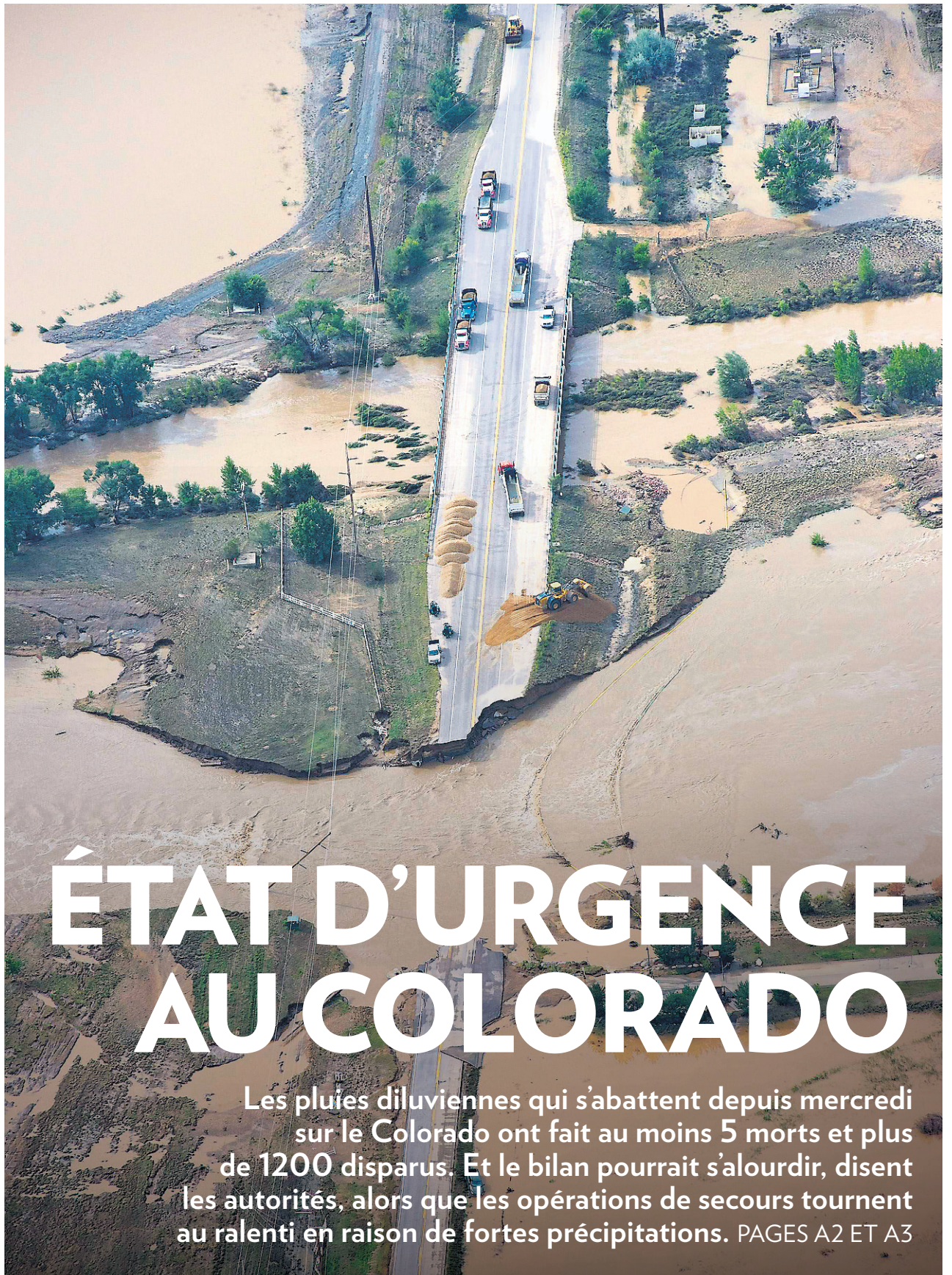
LA PRESSE



GALA DES GÉMEUX
UNITÉ 9, ENVERS
ET CONTRE TOUS

HUGO DUMAS
PAS GÉNIAL, JUSTE NORMAL
ARTS

PHOTO HUGO-SÉBASTIEN AUBERT, LA PRESSE



ÉTAT D'URGENCE AU COLORADO

Les pluies diluviennes qui s'abattent depuis mercredi sur le Colorado ont fait au moins 5 morts et plus de 1200 disparus. Et le bilan pourrait s'alourdir, disent les autorités, alors que les opérations de secours tournent au ralenti en raison de fortes précipitations. PAGES A2 ET A3

PHOTO JOHN WARK, REUTERS

EXCLUSIF
**LA CRIMINALITÉ
DES ROMS
INQUIÈTE
OTTAWA**
PAGE A6

EXCLUSIF
**LE TIERS
DES IMMIGRANTS
ALLOPHONES EN
REPLI CULTUREL**
PAGE A5



DE VIEILLES BÉCANES TOUTES NEUVES

AUTO

PHOTO SÉBASTIEN PEDRAGLIO, LA PRESSE

RENVERSER LES EFFETS
DE L'ÂGE PAR DES JEUX VIDÉO PAGE A12

Le Slovaque Peter Sagan célèbre sa victoire d'hier sur le mont Royal.



PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

GRAND PRIX CYCLISTE DE MONTRÉAL SAGAN S'EST DÉTACHÉ AU DERNIER TOUR

RONALD KING
UN DIMANCHE SUR LA MONTAGNE
SPORTS

MON CLIN D'ŒIL STÉPHANE LAPORTE

Est-ce qu'on peut mettre dans la Charte que les commissions scolaires ne peuvent pas faire de hausses de taxes ostentatoires?

Venez voir mon blogue! www.lapresse.ca/laporte



LV 6 21924 98765 1

Vous entendez mais ne comprenez pas toujours?
Venez faire l'examen de dépistage auditif.

- RÉDUCTION DES BRUITS DE FOND
- MAXIMISATION DE LA PAROLE

Une prothèse auditive **SANS FRAIS ET SANS LIMITE D'ÂGE**, selon les règles de la RAMQ.
Une évaluation est requise par l'audioprothésiste pour le choix du modèle de prothèse auditive.

1 800 422-6181

Laflamme & ASSOCIÉS
AUDIOPROTHÉSISTES
40 ans d'évolution

Montréal 525, rue Sherbrooke Est

514 849-4500
www.laflammeetassocies.com

Longueuil 774, Fréchette 450 396-4848	Laval 1435, boul. Saint-Martin Ouest 450 629-9887	Mont-Saint-Hilaire 261, boul. Laurier 450 396-4848	Saint-Jean-sur-Richelieu 900, boul. Séminaire Nord bureau 140 450 349-1260	Cowansville 370, rue de la Rivière 450 378-7337	Granby 320, boul. Leclerc Ouest 450 378-7337
--	---	---	--	--	---

ÉTAT D'URGENCE AU COLORADO



LE BILAN S'ALOURDIT

Née en Saxe.
Chez elle dans le monde entier.



A. LANGE & SÖHNE
GLASHÜTTE 1/SA

Minutieusement terminée à la main, la LANGE 1 FUSEAUX HORAIRES est une ambassadrice universelle de la légendaire perfection de l'horlogerie Lange. Outre son cadran principal, cette montre propose un cadran auxiliaire réglable, à volonté, sur l'un des 24 fuseaux horaires du monde. La position de l'anneau rotatif des villes détermine le choix du fuseau. Chacun des deux cadrans dispose de son propre indicateur jour/nuit. Ce chef-d'œuvre est exclusivement disponible chez les meilleurs horlogers au monde. Château d'Ivoire à Montréal fait partie de ces rares élus.

La LANGE 1 FUSEAUX HORAIRES. Exclusivement chez :

CHÂTEAU D'IVOIRE

JOAILLIERS

2020, Rue de la Montagne • Montréal: (514) 845-4651 • sans-frais: 1-888-883-8283
www.chateauivoire.com



GABRIELLE DUCHAINE

Au moins 5 morts, plus de 1200 disparus, des milliers de personnes évacuées, des dizaines de routes fermées, voire détruites, des maisons effondrées, des écoles transformées en abris et de la pluie. Encore. Le cauchemar est loin d'être terminé au Colorado.

« Il y a beaucoup de destruction. En survolant les zones dévastées, je me suis demandé comment on allait faire pour s'en remettre. » Ces paroles du shérif Justin Smith, du comté de Latimer, en disent long sur les dégâts causés par les inondations historiques qui frappent depuis quelques jours plusieurs villes de cet État de l'Ouest américain.

« C'est vraiment quelque chose, ce qu'on voit ici », raconte la Québécoise Alexandra Nguyen, qui enseigne depuis cinq ans la musique à l'Université du Colorado. La résidente de Lafayette, ville située tout près de Boulder, ravagée par les eaux, n'est pratiquement pas sortie de chez elle depuis plusieurs jours. « Même si je voulais aller travailler, je ne pourrais pas. Les routes que j'emprunte habituellement sont fermées ou inondées. »

Hier, alors qu'il pleuvait toujours, les recherches se

sont poursuivies dans l'espoir de secourir plus de 1200 personnes portées disparues par leurs proches. « Ces gens ne sont pas forcément en danger, a précisé le gouverneur de l'État, John Hickenlooper, sur les ondes du réseau CNN. Elles sont depuis deux ou trois jours privées d'électricité, de téléphone et de connexion internet. De nombreuses maisons ont été détruites. Plusieurs se sont effondrées, et nous ne sommes pas allés dedans. »

allers-retours constamment au-dessus de notre maison pour aller vers les montagnes », raconte John Dupuis, un Montréalais d'origine établi à Fort Collins avec sa femme et ses enfants. Sa ville fait partie des zones inondées. « Heureusement, dit-il, nous n'avons pas été trop affectés, parce que notre maison est sur une colline. »

Mais quelques kilomètres plus bas, l'eau gagne du terrain. « Même les plus petits ruisseaux sont devenus de

« Même les plus petits ruisseaux sont devenus de vrais torrents. Il y a des endroits où c'est monté jusqu'à six ou huit pieds de haut. »

— John Dupuis, un Montréalais d'origine établi à Fort Collins

Les pluies diluviennes qui s'abattent depuis mercredi soir ont transformé les rues de plusieurs comtés de la région de Denver en véritables rivières. Des villes comme Lyon, Longmont et Jamestown, au pied des montagnes Rocheuses, sont aujourd'hui pratiquement inaccessibles. De la nourriture a été larguée par hélicoptère aux habitants prisonniers des eaux. Les autorités préviennent qu'il faudra plusieurs jours aux secours avant d'accéder aux zones les plus reculées.

« Toute la journée, on a vu les hélicoptères faire des

vrais torrents, dit M. Dupuis. Il y a des endroits où c'est monté jusqu'à six ou huit pieds de haut. » En rentrant du travail, jeudi, il a vu des terrains de camping engloutis le long de l'autoroute. Puis hier, alors qu'il voulait s'assurer que des maisons dont il est propriétaire dans la région étaient encore debout, il a dû faire de nombreux détours, parce que des pans entiers de bitume avaient été emportés par les flots. « Il y a deux maisons où on n'a pas réussi à se rendre. »

Malgré des centaines de bénévoles à pied d'œuvre et

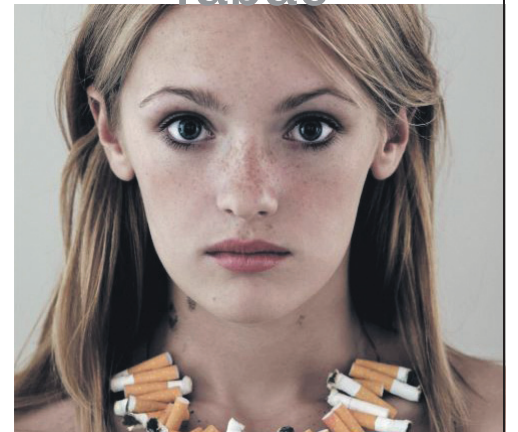
Violence conjugale



Sida



Tabac



De GRANDS enjeux.
De GRANDES pubs.

Nouveauté

**30 SECONDES POUR
CHANGER LE MONDE**

Ce soir 21 h

Cette semaine : zoom sur les grandes campagnes publicitaires dénonçant la violence conjugale.



Télé-Québec
L'AUTRE TÉLÉ

Suivez-nous



ÉTAT D'URGENCE AU COLORADO



1

PHOTO JEREMY PAPASSO, ASSOCIATED PRESS



2

PHOTO REUTERS



3

PHOTO JEREMY PAPASSO, ASSOCIATED PRESS



4

PHOTO MARK LEFFINGWELL, REUTERS



5

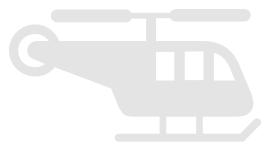
PHOTO RICK WILKING, REUTERS

toute la bonne volonté des services d'urgence, les opérations de secours tournent au ralenti. Dans certains comtés, les hélicoptères destinés aux opérations de recherche et sauvetage n'ont même pas pu décoller à cause du mauvais temps. C'est notamment le cas dans le secteur de Larimer, un des plus touchés par les intempéries, où 16 hélicoptères sont restés cloués au sol, hier. « Nos équipes sur le terrain ont quand même été capables d'effectuer du travail d'urgence », précise le bureau du shérif.

Jusqu'à maintenant, quelque 1700 personnes ont été secourues par la Garde nationale. Un bilan provisoire fait état de cinq morts, dont une octogénaire emportée par un torrent; une autre personne est morte dans l'effondrement de sa maison. Les évaluations de l'Office de gestion des urgences du Colorado font état de 1253 disparus, 11 700 évacués, 17 000 maisons endommagées et 1500 détruites.

Selon le ministère des Affaires étrangères du Canada, « aucune information ne porte à croire que des citoyens canadiens aient été affectés jusqu'à présent ». Le Consulat général du Canada à Denver continue toutefois de surveiller la situation de près. De nombreux Canadiens vivent dans des villes touchées par les inondations.

— Avec l'Associated Press et l'Agence France-Presse



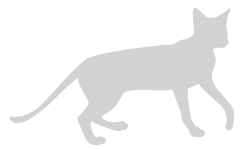
Sauvetage extrême pour 85 enfants

Hier, 85 enfants de 5^e année et 14 adultes ont été secourus après 4 jours passés dans un centre communautaire de Jamestown où ils s'étaient réfugiés mercredi. Le groupe devait y passer la journée dans le cadre d'une activité scolaire. Ils sont toutefois restés coincés quand les routes du secteur ont été inondées. Les enfants et leurs éducateurs ont finalement été transportés par des hélicoptères Chinook jusqu'à l'aéroport le plus près, puis reconduits à leur école primaire, où les attendaient parents et amis. Ils ont eu accès à de l'eau, de la nourriture et des salles de bains durant leur séjour forcé.



Encore de la pluie

Il pleut depuis mercredi soir sur le Colorado, et ce n'est pas fini. Selon les prévisions de l'Office de gestion des urgences du Colorado, des orages étaient attendus hier soir sur plusieurs des régions les plus touchées par les inondations, dont les villes de Boulder et Fort Collins. L'organisme annonçait un pouce d'eau toutes les 45 minutes. « Les sols saturés vont augmenter les risques d'inondations », lit-on sur le site web. Même avertissement sur la page de bureau du shérif de Larimer, qui prévoyait deux à quatre pouces d'eau supplémentaires sur le comté.



Jamais sans mon chat

Selon des estimations de la Garde nationale américaine, 300 animaux de compagnie ont été secourus depuis le début des inondations, dont la majorité par voie aérienne. Le bureau du comté de Larimer affirme pour sa part en avoir hélicoptéré 475. « Les gens sur le terrain me disent qu'il y a presque autant d'animaux que d'humains qui descendent des hélicoptères de sauvetage aujourd'hui », a écrit le shérif Justin Smith sur sa page Facebook.

200 milles de désastre

La zone touchée par les inondations s'étend sur près de 200 milles du nord au sud et traverse 15 comtés. Les plus touchés sont ceux de Boulder (875 mi² inondés et 472 personnes disparues), Larimer (1120 mi² inondés et 1003 disparus) et Jefferson (385 mi² inondés et aucun disparu).

- 1 L'autoroute Boulder Canyon Drive a été dévastée par les torrents.
- 2 Des enfants qui étaient réfugiés dans un centre communautaire de Jamestown depuis mercredi ont été transportés par hélicoptère jusqu'à l'aéroport le plus près.
- 3 Une voiture a été emportée par une coulée de boue à Boulder.
- 4 Des résidents de Boulder installent des sacs de sable et des bâches de plastique alors que la crue des eaux menace des maisons.
- 5 Un résident de Jamestown s'aventure à vélo après qu'une inondation a détruit presque toute la ville.

SOMMAIRE

Amusez-vous!	ARTS 6	Loteries	A12
Astrologie du jour	AFFAIRES 11	Monde	A14 et A15
Bourses	AFFAIRES 2	Petites annonces	AFFAIRES 4 et 10
Débats	A16 et A17	Sudoku	AFFAIRES 4
Décès	AFFAIRES 11	Personnalité de la semaine	AFFAIRES 12
Horaire télévision	ARTS 4		

Météo

Nuageux en matinée, ensoleillé en après-midi, maximum 13, minimum 4. AFFAIRES 10

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?

nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?

commentaires@lapresse.ca

CHARTRE DES VALEURS QUÉBÉCOISES

PROFESSIONNELS DE LA SANTÉ

Réjean Hébert ne craint pas d'exode

EXCLUSIF

PASCALE BRETON

Malgré les protestations, les menaces et les inquiétudes, le ministre de la Santé, Réjean Hébert, ne craint pas que des professionnels de la santé désertent les hôpitaux québécois parce qu'on leur interdit d'afficher leur religion au travail.

« Ces apocalypses annoncées, on les a eues pour toutes sortes de mesures », a affirmé le ministre Hébert en entrevue à *La Presse*, précisant du même souffle que les menaces ne se sont jamais concrétisées.

Le dévoilement de la Charte des valeurs, qui interdit le port de signes religieux ostentatoires comme le hijab et la kippa, a semé l'inquiétude dans les hôpitaux.

Les syndicats affirment qu'en période de pénurie, les hôpitaux ne peuvent pas se permettre de perdre une seule infirmière.

Au même moment, l'hôpital ontarien Lakeridge Health diffuse à Montréal une publicité sans équivoque, destinée aux professionnels de la santé.

L'affiche montre une travailleuse de la santé qui porte le hijab. On y lit: « We don't care what's on your head, we care what's in it » (on ne se

WE DON'T CARE
WHAT'S ON
YOUR HEAD.



WE CARE WHAT'S IN IT.

We're Lakeridge Health, a leading hospital in the Greater Toronto Area. Our focus is on safety and quality, and we're looking for people like you to join our team of health professionals. Check us out: www.lakeridgehealth.on.ca

FOLLOW US: @LAKERIDGEHEALTH
LIKE US: FACEBOOK.COM/LAKERIDGEHEALTH

Lakeridge

PHOTO TIRÉE DE FACEBOOK

Dans cette publicité d'un hôpital ontarien, on lit: « On ne se soucie pas de ce que vous avez sur la tête, mais de ce que vous avez à l'intérieur. »

soucie pas de ce que vous avez sur la tête, mais de ce que vous avez à l'intérieur).

Une publicité qui a fait bondir le ministre. « C'est *mean* [méchant, mesquin], a lancé

M. Hébert. C'est profiter d'un débat, d'une situation, pour faire une campagne de publicité et d'attraction pour du personnel. Je trouve que c'est indécent. »

« Il n'y a pas de chiffres »

Personne au gouvernement n'est en mesure de quantifier le nombre de médecins, d'infirmières et de travailleurs du réseau de la santé visés par l'interdiction du port de signes religieux ostentatoires.

Les grands hôpitaux de Montréal comme l'Hôpital général juif, le CHUM, le CHU Sainte-Justine et le CUSM comptent tous dans leurs rangs des travailleurs portant le hijab ou la kippa.

« Je l'ai demandé, mais il n'y a pas de chiffres là-dessus », confirme M. Hébert.

Il se dit tout de même convaincu « qu'il n'y a pas beaucoup d'hôpitaux » qui demanderont une exemption pour s'y soustraire, sauf probablement « certains établissements qui

ont une vocation historique pour certaines communautés culturelles ». Et encore, l'exemption de cinq ans, renouvelable, doit être vue comme « une mesure de transition », rappelle-t-il.

Les grands hôpitaux de Montréal comme l'Hôpital général juif, le Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM), le CHU Sainte-Justine et le Centre universitaire de santé McGill (CUSM) comptent tous dans leurs rangs des travailleurs portant le hijab ou la kippa.

Peu importe leur nombre, la question n'est pas là, affirme le ministre. « Les conseils d'administration sont redevables et doivent prendre des décisions dans l'intérêt de la population qu'ils desservent. »

La Charte des valeurs stipule que la laïcité de l'État signifie de laisser la religion au vestiaire quand on arrive au travail, comme les problèmes personnels ou familiaux, déclare le ministre.

« On ne dit pas que les gens ne doivent pas pratiquer leur religion, mais quand on est au service de l'État, qu'on a à faire face à des utilisateurs de toutes tendances, toutes religions et toutes origines ethniques, on doit être neutre, et c'est ce que la Charte affirme. »

PLQ Philippe Couillard à la défense des femmes

Le chef libéral Philippe Couillard a amorcé sa campagne de séduction auprès de l'électorat féminin en déclarant que les femmes voilées étaient les bienvenues au sein de sa formation politique. M. Couillard a affirmé que le Parti québécois devrait « rendre des comptes » si des conséquences malheureuses découlaient de l'adoption du projet de Charte des valeurs québécoises.

qui vise selon lui les « femmes immigrantes ». Il a ajouté qu'il faudrait « lui piler sur le corps » avant d'inscrire « la discrimination à l'emploi » dans une loi. Des centaines de femmes se sont rassemblées hier dans une salle montréalaise pour entendre le chef libéral. Lors du discours d'ouverture, la députée de Hull Maryse Gaudreault a présenté le Parti libéral

du Québec comme le champion de l'égalité entre les hommes et les femmes. Elle a été chaudement applaudie lorsqu'elle a rappelé que l'adoption de la Charte québécoise des droits et libertés avait été adoptée par un gouvernement libéral, une boutade visant à mettre en opposition ce document avec le projet du gouvernement Marois. — *La Presse Canadienne*

Bonne et heureuse année modèle 2014!

Célébrons les nouveaux modèles 2014 avec d'excellents taux de location et offres de financement.

INCLUT UNE
RÉDUCTION
DE TAUX
ADDITIONNELLE DE

1%

SUR LES OFFRES
DE FINANCEMENT
OU DE LOCATION
DU 16 AU 30
SEPTEMBRE
SEULEMENT



LA C 300 4MATIC^{MC} ÉDITION AVANTGARDE 2014.
PRIX TOTAL¹: 44 465 \$**

FINANCEMENT À L'ACHAT	TAUX À LA LOCATION	PAIEMENTS MENSUELS
0%*	1,9%*	468 \$*
DURÉE DE 60 MOIS	BAIL DE 39 MOIS	VERSEMENT INITIAL DE 1 995 \$**

BASÉ SUR UN RABAIS DE 2 115 \$

AVEC L'ÉDITION AVANTGARDE, VOUS PAYEZ MOINS POUR EN AVOIR PLUS :

- Feux à DEL
- Ensemble de style AMG
- Toit ouvrant en verre
- Sièges avant chauffants
- Suspension sport
- Système de freinage sport

LE GLK 250 BlueTEC 4MATIC^{MC} 2014.
PRIX TOTAL¹: 45 715 \$**

FINANCEMENT À L'ACHAT	TAUX À LA LOCATION	PAIEMENTS MENSUELS
0,9%*	2,9%*	568 \$*
DURÉE DE 60 MOIS	BAIL DE 36 MOIS	VERSEMENT INITIAL DE 1 995 \$**

BASÉ SUR UN RABAIS DE 980 \$

UN DIESEL QUI VOUS MÈNE LOIN :

- Moteur diesel BlueTEC^{MC} offrant la meilleure économie de carburant de sa catégorie
- De la puissance à revendre grâce à 190 ch et un couple de 369 lb-pi entre 1 600 et 1 800 tr/min

Pour plus de détails, visitez votre concessionnaire Mercedes-Benz de la région de Montréal.



Mercedes-Benz

MONTRÉAL	LAVAL	RIVE-SUD	WEST ISLAND	BOUCHERVILLE	BLAINVILLE
Automobiles Silver Star Inc. 7800, boul. Décarie, Montréal 514 735-1199	Mercedes-Benz Laval 3131, Autoroute 440 Ouest, Laval 450 681-2500	Mercedes-Benz Rive-Sud Mercedes-Benz Green-Sud 4844, boul. Taschereau, Greenfield Park 450 672-2720	Mercedes-Benz West Island Mercedes-Benz West Island 4525, boul. St-Jean, Dollard-des-Ormeaux 514 620-5900	Duval Mercedes-Benz 1530, rue Ampère, Boucherville 450 449-0222	Mercedes-Benz Blainville 10000, rue du Plein-Air, Mirabel 450 435-1313

© Mercedes-Benz Canada Inc., 2013. Véhicule illustré : berline C 300 4MATIC^{MC} 2014/GLK 250 BlueTEC 4MATIC^{MC} 2014. PDSF national : 42 250 \$/43 500 \$. ** Le prix total de 44 465 \$/45 715 \$ et le versement initial incluent les frais de transport et de préparation de 2 045 \$, les frais du RDPRM de 55,49 \$, la taxe de 100 \$ sur le climatiseur et les droits de 15 \$ sur les pneus. *Offres de location basées sur la berline C 300 4MATIC^{MC} 2014/le GLK 250 BlueTEC 4MATIC^{MC} 2014 proposées uniquement par l'intermédiaire des Services financiers Mercedes-Benz sur approbation du crédit, pendant une durée limitée. Exemple basé sur une location de 468 \$/568 \$ par mois pendant 39/36 mois. Versement initial de 1 995 \$/1 995 \$ plus dépôt de sécurité de 500 \$/600 \$ et taxes applicables payables à la date d'entrée en vigueur du bail. PDSF à partir de 42 250 \$/43 500 \$. Taux annuel de location de 1,9%/2,9%. Obligation totale : 20 747 \$/23 043 \$. Kilométrage limité à 18 000 km par an (0,20 \$/km supplémentaire). Exemple de financement basé sur un terme de 60 mois au taux annuel de 0%/0,9% et un prix total de 44 465 \$/45 715 \$. Le paiement mensuel est de 672 \$/728 \$ (avant taxes) avec un versement initial de 1 995 \$/1 995 \$. Le coût de l'emprunt est de 0 \$/940 \$, pour une obligation totale de 42 315 \$/45 675 \$. Frais d'immatriculation, d'enregistrement et d'assurance en sus. Le concessionnaire peut louer ou offrir du financement à prix moindre. Les offres peuvent changer sans préavis et ne peuvent être jumelées à d'autres offres. Pour connaître les détails, voyez votre concessionnaire Mercedes-Benz autorisé de la région de Montréal. L'offre est valide du 16 au 30 septembre 2013 seulement.

Le tiers des immigrants allophones en repli culturel

EXCLUSIF

MARIE ALLARD

Dans le Grand Montréal, 30 % des nouveaux arrivants allophones vivent en situation de repli culturel et communautaire, fidèles à la langue, aux valeurs et au mode de vie de leur société d'origine, selon une nouvelle étude du Laboratoire de recherche sur la santé et l'immigration de l'Université du Québec à Montréal (UQAM).

Une large majorité – 58 % des immigrants allophones – s'intègre en adoptant des valeurs proposées par la société québécoise, mêlées à d'autres provenant de leur société d'origine. Environ 10 % s'assimilent en épousant complètement les comportements en vigueur ici, abandonnant du coup leur mode de vie pré-migratoire.

Le Québec reçoit 50 000 nouveaux arrivants par an, dont 38 % ne comprennent pas le français. Plus de 500 immigrants allophones ont été interrogés dans des centres de francisation du Grand Montréal en 2011 pour cette recherche, qui permet d'établir leur «profil d'acculturation», soit leurs stratégies d'adaptation à la société d'accueil.

Étonnamment, l'étude révèle que ces stratégies évoluent peu au fil du temps passé ici. «Nos résultats suggèrent que le choix de s'assimiler, de s'intégrer ou



PHOTO MARCO CAMPANOZZI, LA PRESSE

«Nos résultats suggèrent que le choix de s'assimiler, de s'intégrer ou d'essayer de se replier sur notre univers familial se prend très tôt, puis bouge peu», indique Alain Girard, coordonnateur de la recherche de l'UQAM.

d'essayer de se replier sur notre univers familial se prend très tôt, puis bouge peu», indique Alain Girard, coordonnateur de la recherche réalisée sous la direction de Pierre Sercia, professeur à l'UQAM. «Généralement, on pense que le profil va se transformer à travers les ans. On voit le schéma d'acculturation comme un axe qui va du repli culturel à l'assimilation, mais ce n'est pas tout à fait ça.»

Exception: les allophones qui vivent au Québec depuis moins d'un an se distinguent. À peine 46 % d'entre eux ont un profil dit d'intégration ou de métissage culturel. «C'est parfaitement compréhensible, note M. Girard. Ces gens viennent d'arriver, ils essaient d'ouvrir leurs valises et de les poser quelque part.»

Après un an ou deux ans de résidence, 58 % des immigrants allophones adoptent

une stratégie d'intégration au Québec, un taux qui grimpe à 62 % après trois ans ici. C'est «sans doute une bonne nouvelle pour les responsables gouvernementaux», qui font la promotion de ce modèle, souligne l'étude.

Mais après quatre, six, même dix ans en sol québécois, il n'y a pas de changements significatifs dans les stratégies adoptées, qui ne sont donc «pas le résultat

d'une longue cohabitation», d'après la recherche.

L'Europe de l'Est plus touchée

Autre surprise: ce sont les immigrants d'Europe orientale – Ukraine, Russie, Moldavie, Roumanie – qui sont les plus nombreux à être en repli culturel et communautaire (36 % d'entre eux). Seuls 46 % d'entre eux ont un profil dit d'intégration. Au contraire, les immigrants originaires du Mexique et de l'Amérique centrale s'intègrent massivement (68 %).

«Pour le reste des groupes, les répartitions sont assez proches de la moyenne, observe M. Girard dans un article qui sera bientôt soumis à une publication scientifique. Ces résultats donnent à penser que les facteurs d'ordre culturel ou religieux, bien qu'ils aient sans doute un rôle autonome dans le choix des stratégies, ne semblent pas déterminants.»

Les femmes moins assimilées

Le genre est nettement plus influent. Les femmes sont plus souvent en repli culturel que les hommes (35 % des femmes contre 22 % des hommes) et elles sont deux fois moins assimilées (7 % contre 15 %).

Hypothèse de M. Girard: les femmes sont moins exposées aux contacts avec les autres groupes sociaux, «souvent pour des raisons professionnelles». Mais aussi parce que «dans de nombreuses communautés, des règles communautaires régissent les rapports entre les groupes ethniques» et que «ces règles sont plus rigides pour les femmes», précise le sociologue. Les stratégies d'adaptation ne relèvent pas que de choix, ajoute-t-il, mais aussi «de contraintes».

Le repli, néfaste pour la santé

MARIE ALLARD

Les immigrants allophones en repli culturel et communautaire se déclarent en moins bonne santé que les autres, selon une nouvelle étude de l'Université du Québec à Montréal (UQAM).

Menée auprès de 506 nouveaux arrivants fréquentant des centres de francisation de Montréal, Longueuil et Brossard en 2011, l'enquête révèle une dégradation de l'état de santé des immigrants une fois qu'ils sont installés au Québec. Cette baisse est particulièrement marquée chez ceux qui sont les plus fidèles à la langue, aux valeurs

et aux modes de vie de leur culture pré-migratoire.

«Notre principal constat, c'est que la stratégie de repli peut avoir des conséquences inquiétantes pour la santé publique»,

Sur une échelle de 0 à 100, les allophones en repli culturel fixent à 70 % leur état de santé actuel, en chute de 16 % depuis leur migration. Ceux qui s'intègrent en mixant des valeurs

Il est probable que ces immigrants «habitent des quartiers moins bien pourvus en parcs et centres sportifs», avance le coordonnateur de la recherche, Alain Girard.

indique Alain Girard, coordonnateur de la recherche réalisée sous la direction de Pierre Sercia, professeur à l'UQAM.

d'ici et d'ailleurs évaluent leur état de santé à 76 %, en baisse de 8 %. Les immigrants assimilés à la culture locale jugent

quant à eux leur état de santé meilleur, avec une note de 81 %, en baisse de 6 %.

Plus stressés et dépressifs

Le portrait des allophones en repli est sombre: ils se sentent plus stressés et plus dépressifs que les autres, tout en trouvant moins de professionnels de la santé pour les aider. Ils déclarent avoir moins de temps pour faire de l'activité physique et moins d'argent à y consacrer. Autre fait inquiétant, ils sont deux fois plus nombreux à souffrir d'insécurité alimentaire chronique (17 % des immigrants en repli, contre 7 % pour les autres).

Il est probable que ces immigrants «habitent des quartiers moins bien pourvus en parcs et centres sportifs», avance M.

Girard. «Des raisons de nature religieuse et la difficulté de trouver des lieux où pratiquer l'activité physique seulement entre femmes» sont d'autres freins potentiels à leur pratique sportive, indique le sociologue.

Même s'il est moins bon qu'on l'espérerait, l'état de santé et de bien-être des immigrants qui s'intègrent est moins dramatique. Résultat inattendu, ceux qui s'en tirent le mieux sont les assimilés, «qui ont gardé certains réflexes qu'ils avaient avant d'immigrer, comme de bien manger, de faire de l'activité physique, d'avoir des loisirs actifs, précise M. Girard. Ils ne sont visiblement pas tombés dans les travers alimentaires et sédentaires de la société québécoise».

Marie-France
Bazzo
En semaine
5h30

ICI RADIO-CANADA  **95.1** FM
Première

Réal.: Marie-Claude Beauceage
Radio-Canada.ca/pastroptot

ACTUALITÉS

Rapport de l'Agence des services frontaliers du Canada

Les Roms de Roumanie redoutés

EXCLUSIF

VINCENT LAROUCHE

L'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) s'inquiète du haut taux de criminalité chez les demandeurs d'asile de la minorité rom venue de Roumanie, qui « place le public canadien à risque », selon un rapport obtenu par *La Presse* et dont l'existence même suscite la controverse.

Le rapport sur la « migration irrégulière » en provenance de Roumanie a été publié en novembre dernier, alors que les autorités constataient une augmentation marquée des passages clandestins de la frontière entre le Québec et le Vermont par des Roms souhaitant présenter une demande d'asile au Canada.

Se disant victimes de persécution chez eux, les migrants s'envolaient vers le Mexique ou le Guatemala avec l'aide d'un réseau qui les aidait à remonter clandestinement jusqu'au Canada. Un groupe de criminels, dont d'anciens Montréalais, coordonnait le tout à partir du ghetto rom de Craiova, en Roumanie.

« Les migrants irréguliers roumains d'origine rom cheminent de plus en plus vers le Canada, en contournant le processus légal d'immigration,



PHOTO OLIVIER PONTBRIAND, ARCHIVES LA PRESSE

En mars dernier, des policiers ont fait irruption dans le quartier rom de Craiova, en Roumanie, pour arrêter les chefs allégués du réseau criminel qui aurait organisé l'immigration clandestine vers le Canada. Les suspects arrêtés sont accusés d'avoir collecté les fruits de crimes perpétrés au Canada par des demandeurs d'asile.

pour accéder aux généreux programmes d'accueil des réfugiés, de services sociaux et de soins de santé », affirme le rapport de l'ASFC.

« Ce mouvement illicite non seulement sape le régime d'immigration du Canada, mais il place le public canadien à risque étant donné les activités criminelles auxquelles se livrent la majorité des migrants à leur

arrivée au Canada », poursuit le document.

Selon les chiffres de l'Agence, en 2011, un demandeur d'asile rom adulte sur trois a été accusé d'un crime. Le pourcentage passe à 67 % pour le dernier échantillon analysé, soit ceux entrés au Québec en avril 2012. Les personnes arrêtées s'étaient tournées vers le crime « soit par choix, ou pour rembourser

des dettes liées à leur passage clandestin au Canada », expliquent les auteurs.

« Depuis 1998, il y a eu une évolution et une diversification des activités criminelles entreprises par les groupes roms d'origine roumaine au Canada. Alors qu'ils se spécialisaient initialement dans la fraude de cartes de crédit et les vols par distraction, ils se lancent maintenant dans d'autres

formes d'activités illicites, comme le trafic de drogue et le passage clandestin d'humains entre le Canada et les États-Unis », affirme l'ASFC.

L'Agence a aussi remarqué que des leaders du réseau de passeurs s'étaient établis de nouveau à Craiova après avoir été reconnus comme réfugiés au Canada parce qu'ils craignaient prétendument la persécution en Roumanie.

« Depuis 1998, il y a eu une évolution et une diversification des activités criminelles entreprises par les groupes roms d'origine roumaine au Canada. »

— Le rapport de l'ASFC

En avril dernier, une équipe de *La Presse* s'était rendue à Craiova et avait pu constater à quel point certains individus liés au réseau vivent dans l'opulence, habitant de grandes villas et roulant au volant de voitures de luxe immatriculées au Québec.

Dans son étude des causes de ce vaste mouvement migratoire, l'ASFC remarque que « l'échec de l'intégration des Roms de Roumanie au sein de l'Union européenne [...] les a poussés à tenter de s'établir au sein de pays qu'ils voient comme plus tolérants, tel le Canada ».

Un document critiqué

Mais l'idée même de compiler des statistiques sur la criminalité d'un groupe ethnique précis sème la controverse.

Selon l'avocat Stéphane Handfield, qui a représenté plusieurs Roms devant le tribunal de l'immigration, les autorités canadiennes font un amalgame dangereux avec ce rapport.

« On mélange deux choses : la criminalité et l'obligation du Canada envers les demandeurs d'asile. Le Canada a l'obligation d'offrir la protection à ceux qui en ont besoin. On n'a pas à mélanger la criminalité là-dedans. Si des gens font des crimes, on les arrête et on les punit, c'est tout. On ne doit pas utiliser l'immigration pour pallier le système criminel », martèle-t-il.

Pour Dafina Savic, directrice générale de l'organisme montréalais Romanipe, toute l'approche de l'ASFC démontre une mauvaise compréhension de sa communauté.

« Ce que nous espérons pour le futur, c'est un rapport qui tente de présenter la situation avec précision et objectivité. Un rapport qui représente aussi le fait que plusieurs Roms viennent ici pour trouver un travail honnête pour subvenir aux besoins de leurs familles. Nous espérons un rapport qui ne présente pas les Roms comme des trafiquants illégaux et criminels, mais comme des êtres humains, qui tentent de fuir la persécution, qui tentent de sauver les vies des gens à qui ils tiennent », dit-elle.

— Avec la collaboration de William Leclerc

BÉNÉFICIEZ D'UN
RABAIS DE 3 500 \$
ET RECEVEZ LA
CARTE AVANTAGE
DE 500 \$

Événement

BEAU TEMPS MAUVAIS TEMPS

UN RABAIS FOUDROYANT
SUR LA LEGACY 2013



RABAIS AU
COMPTANT
3500\$
OFFRE D'UNE
DURÉE LIMITÉE



**LEGACY
2.5i 2013**

À l'achat au
comptant à
partir de

25 205\$*
- 3 500\$[†]

- Transport et préparation inclus, taxes en sus
- Financement et location disponibles

21 705\$

VOUS OBTENEZ AUSSI LA CARTE AVANTAGE[‡]!



À l'achat ou à la location d'une Legacy 2013

- Pièces
- Accessoires
- Garantie prolongée
- Service



LEGACY

Économie d'essence (l/100 km)^Δ

CVT Lineartronic® Ville 8,4 / Route 6,0
6MT Ville 9,8 / Route 7,0

Indice d'octane recommandé : 87
Données estimatives

MEILLEUR CHOIX SÉCURITÉ[†]

2013 IIHS TOP SAFETY PICK[†]

LEGACY 2013

JAPONAIS ET PLUS ENCORE ! | www.quebec.concessionsubaru.ca



Confiance et évolution

SUBARU DES SOURCES
DORVAL

SUBARU RIVE-NORD
BOISBRIAND

JOLIETTE SUBARU
JOLIETTE

SUBARU SAINTE-JULIE
SAINTE-JULIE

LACHUTE SUBARU
LACHUTE

CONCEPT AUTOMOBILES
GRANBY

JOHN SCOTTI SUBARU
ANJOU

SUBARU-MONTRÉAL
MONTRÉAL

SUBARU DE LAVAL
LAVAL

SUBARU BROSSARD
BROSSARD

SUBARU SAINTE-AGATHE
SAINTE-AGATHE-DES-MONTS

SUBARU SAINT-HYACINTHE
SAINT-HYACINTHE

SUBARU REPENTIGNY
REPENTIGNY

* À l'achat au comptant à partir de 25 205 \$, taxes en sus pour la Legacy 2.5i 2013 (DA1-BP), à transmission manuelle. À l'achat, les frais de transport et de préparation (1 595 \$) ainsi que les taxes sur le climatiseur (100 \$) et sur les pneus neufs (15 \$) sont inclus. Le concessionnaire peut offrir un prix moindre. † Offre valide à l'achat ou à la location d'une Subaru Legacy 2013 pendant la période promotionnelle du 4 juillet 2013 au 3 janvier 2014. La « Carte Avantage » de 500 \$ est une carte de crédit prépayée, échangeable contre des pièces ou des services chez les concessionnaires Subaru participants. La carte ne peut être échangée contre de l'argent comptant et est valide pendant vingt-quatre (24) mois à partir de la date d'émission. Les cartes récompenses sont émises en lien avec un programme de fidélisation, de récompense ou de promotion. Certaines conditions et limites s'appliquent. Consultez www.cartesavantage.ca pour en savoir plus. ‡ Le crédit de 3 500 \$ est offert uniquement à l'achat au comptant de la Legacy 2013 (DA1-BP) jusqu'au 30 septembre 2013. Δ Cote de consommation d'essence établie par Ressources Naturelles Canada de 6,0 l/100 km (route) pour la Legacy 2013 équipée de la transmission automatique à variation continue et dotée d'un réservoir d'essence d'une capacité de 70 litres. Les données de consommation de carburant devraient être utilisées à seule fin de comparer des véhicules. La consommation de carburant réelle variera selon les conditions routières, les habitudes de conduite et la charge du véhicule. † Une cote « Bien » constitue la meilleure cote possible aux cinq tests de collision (frontale à chevauchement modéré, frontale à chevauchement faible, latérale, arrière et de capotage) réalisés par l'Institut des assureurs américains (IIHS) (www.iihs.org). Pour mériter la mention « Meilleur choix sécurité+ 2013 », un véhicule doit obtenir la cote « Bien » à au moins quatre tests et une cote « Bien » ou « Acceptable » au cinquième test. Photo(s) à titre indicatif seulement. Pour plus d'information sur ces offres, voyez votre concessionnaire Subaru participant. Les spécifications techniques sont sujettes à changement sans préavis.

138

Nombre de demandes
d'asile faites par des Roms
de Roumanie présents au
Québec en 2012, contre
84 en 2011 et 50 en 2010.

29 %

Taux d'acceptation des demandes
d'asile de Roms de Roumanie
traitées au Québec en 2012.

Source : Commission de l'immigration et du
statut de réfugié



PHOTO DAVID BOILY, ARCHIVES LA PRESSE

La campagne de la Coalition Marcel Côté s'articulera autour du slogan : « C'est le temps d'agir ».

COURSE À LA MAIRIE

Côté ouvre le bal des promesses électorales

ANNABELLE BLAIS

Un premier candidat à la mairie de Montréal a brisé la glace, hier, en présentant sa plateforme électorale. La Coalition Marcel Côté a pris 20 engagements, qui ont aussitôt été qualifiés de «vœux pieux» par ses opposants.

Les membres de la Coalition se sont réunis hier matin au théâtre Rialto, dans le Mile End, pour la présentation de la plateforme. Marcel Côté est arrivé sur scène, transporté par la chanson *The Final Countdown* du groupe Europe et sous les applaudissements d'une foule conquise d'avance.

« Ça rock ce matin au Rialto! [...] Équipe gonflée à bloc! », a tweeté Véronique Fournier, conseillère de ville dans l'arrondissement du Sud-Ouest et candidate de la Coalition.

Marcel Côté a dressé les grandes lignes de sa plateforme, dans un discours ponctué de ce qui deviendra son slogan de campagne: « C'est le temps d'agir ».

Pour regagner la confiance des Montréalais, la Coalition propose une «révolution tranquille» dans la gestion de la ville.

« On va transformer la gestion de la ville centrale [...], ce qui est arrivé est totalement anormal pour une grande ville. Des filous se sont glissés

parce que la ville était vulnérable », a précisé M. Côté en point de presse, quelques minutes après son discours.

La Coalition promet notamment de restructurer le comité exécutif et d'établir des contre-pouvoirs.

« Ces changements sont importants et modestes en regard des coûts qui seront occasionnés », a ajouté Louise Harel, codirectrice du parti, qui tentera de se faire élire comme conseillère dans l'arrondissement de Ville-Marie.

« On va transformer la gestion de la ville centrale. » — Marcel Côté, candidat à la mairie de Montréal

Le parti se donne aussi comme objectif de plafonner à l'inflation les hausses de taxes foncières. M. Côté a indiqué qu'il aura l'occasion, tout au long de la campagne, d'expliquer en détail les actions que son parti s'engage à prendre s'il est élu.

Des «vœux pieux»
Aux yeux de Richard Bergeron, chef de Projet Montréal, il s'agit d'une «longue litanie de vœux pieux».

Même son de cloche du côté de Denis Coderre, qui parle de «festival de vœux pieux».

« Il n'y a rien de précis, c'est très long, 32 pages [...], sans aucun engagement formel », a affirmé M. Bergeron, qui était entouré de son équipe de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal.

Le parti, qui a déjà présenté son programme le mois dernier, promet d'annoncer des engagements concrets, qui devraient être au nombre de 10, dans les prochains jours. M. Bergeron promet déjà de plafonner la hausse des taxes foncières générales à l'inflation. Le parti a aussi promis de profiter des travaux de réfection de rues et de trottoirs pour embellir et améliorer les lieux.

De son côté, Denis Coderre juge que les changements proposés par M. Côté en ce qui concerne la gestion de la Ville ne sont que «cosmétiques». «Pour changer la culture à Montréal, ça prend plus que ça, ça prend des changements draconiens», a déclaré l'aspirant maire.

La Coalition Marcel Côté propose la création d'un commissaire à l'éthique, tandis que M. Coderre promet un inspecteur général indépendant doté d'un pouvoir d'enquête. M. Coderre révélera davantage de détails sur cette proposition lorsqu'il présentera ses engagements, le 20 septembre.

QUELQUES PROPOSITIONS DE LA COALITION MARCEL CÔTÉ

- > Créer un poste de commissaire à l'éthique.
- > Transférer la ligne téléphonique anonyme pour dénoncer les irrégularités à une entité distincte de la Ville.
- > Nommer au comité exécutif un responsable de la promotion de la vitalité du français à Montréal.
- > Garantir les droits des anglophones à recevoir des services publics dans leur langue.
- > Créer un poste de vice-président du comité exécutif responsable des finances.
- > Aménager 400 km de pistes cyclables pour atteindre 1000 km de voies cyclables d'ici la fin de son mandat.
- > Installer des radars photo pour faire respecter les limites de vitesse aux endroits où on recense de nombreux accidents.
- > Abaisser la limite de vitesse dans les rues locales.
- > Lutter contre l'insalubrité des logements en augmentant le nombre d'inspecteurs.
- > Élargir le programme d'accès à la propriété pour l'étendre aux bâtiments existants.

NOUS ACHETONS L'OR QUE VOUS NE DÉSIREZ PLUS



Sécuritaire et concurrentiel, notre service d'échange d'or, d'argent et de platine vous permet d'échanger vos métaux précieux contre de l'argent comptant le jour même. Prenez rendez-vous dès aujourd'hui.

L'acheteur de métaux précieux de Birks sera disponible aux dates suivantes :

LE 18 ET 19 SEPTEMBRE (10 H À 17 H)
1240, SQUARE PHILLIPS • 514.397.2511

BIRKS

VISITEZ BIRKSECHANGEDOR.COM
POUR LA LISTE COMPLÈTE DE NOS ÉVÉNEMENTS.

30 vies
ce soir 19h

ICI RADIO-CANADA TÈLÉ

RÉALISATION-COORDINATION: FRANÇOIS BOUVIER

MONTRÉAL PLUS



PHOTO OLIVIER JEAN, LA PRESSE

Le terrain convoité par le promoteur Constructa, l'un des rares encore vacants dans le Vieux-Montréal, est exploité comme stationnement.

Vente d'un terrain vacant dans le Vieux-Montréal

Un promoteur poursuit la Ville

EXCLUSIF

VINCENT LAROUCHE

Convaincus que l'ex-maire Gérald Tremblay et des hauts fonctionnaires sont intervenus à dessein pour bloquer leur projet au profit d'un acteur local, d'anciens représentants québécois d'une multinationale française de l'immobilier se tournent vers les tribunaux: ils demandent à la cour de forcer la Ville à leur vendre l'un des terrains les plus convoités du Vieux-Montréal ou de leur verser 8 millions en dommages.

Constructa Immobilier, qui était affiliée avec le géant français Constructa jusqu'à l'échec de son projet, vient tout juste de

signifier sa poursuite à la Ville, a appris *La Presse*.

« Avec les témoignages entendus à la commission Charbonneau sur l'octroi des contrats, la demanderesse est justifiée de penser que des irrégularités ont pu nuire au cheminement de son dossier dans le dédale administratif et politique », écrivent ses avocats dans leur requête.

L'entreprise tentait depuis 2005 d'acquiescer auprès de la Ville un terrain près du boulevard Saint-Laurent, entre les rues Notre-Dame et Saint-Jacques. Ce terrain, l'un des rares encore vacants dans ce secteur, est exploité comme stationnement à ciel ouvert. La Ville veut le vendre depuis longtemps à un promoteur immobilier; elle

prévoit qu'il rapportera jusqu'à 1 million de dollars par année en taxes lorsqu'une construction y sera érigée.

Lors de l'appel de propositions initial, Constructa avait terminé deuxième. Mais comme celui qui a remporté l'appel a ensuite été disqualifié, la Ville a entrepris des négociations pour vendre à Constructa. Pour faciliter les choses, l'entreprise a accepté alors de racheter les plans de son concurrent disqualifié, car ils avaient déjà été approuvés par le service d'urbanisme.

Nouvelle condition

Alors qu'elle pense régler l'affaire rapidement, Constructa a la surprise de voir la Ville lui imposer une nouvelle condition sortie de nulle part: son immeuble devait fournir 50 places de stationnement souterrain à l'hôtel Place d'Armes, situé juste en face, rue Saint-Jacques. L'hôtel appartient à la famille Antonopoulos, propriétaire d'une dizaine d'hôtels et de restaurants dans le Vieux-Montréal.

« Pierre Bernardin, alors directeur général adjoint, n'a pas hésité à faire des pressions indues, pour ne pas dire un chantage éhonté, auprès de la demanderesse dans le but de favoriser Costa Antonopoulos et/ou Hôtel Place d'Armes », affirme la poursuite. Bernardin aurait menacé de laisser le dossier moisir sur son bureau si Antonopoulos n'obtenait pas ses places de stationnement.

À l'époque, le Groupe Antonopoulos s'intéressait lui-même au terrain. Le directeur des transactions immobilières à la Ville, Michel Nadeau, avait signifié à cet important acteur du secteur qu'il pourrait faire une offre seulement si les négociations avec Constructa échouaient.

Constructa dit alors avoir constaté que son dossier traînait étrangement en longueur. Elle affirme dans sa poursuite que c'est notamment à cause de Michel Nadeau, qui aurait faussé les données lors de la présentation du projet aux élus. Le haut fonctionnaire aurait « sciemment menti aux membres du comité exécutif » afin de « les induire en erreur et ainsi faire déraiser le dossier [de Constructa] ».

« Pierre Bernardin, alors directeur général adjoint, n'a pas hésité à faire des pressions indues, pour ne pas dire un chantage éhonté, auprès de la demanderesse dans le but de favoriser Costa Antonopoulos et/ou Hôtel Place d'Armes. »

— Extrait de la poursuite

Puis, le 13 juillet 2010, alors que les négociations entre les fonctionnaires et Constructa étaient toujours en cours, le maire Gérald Tremblay a donné ordre aux fonctionnaires de mettre fin au processus.

Un nouvel appel de propositions a été lancé et c'est un consortium dont fait partie le Groupe Antonopoulos qui a remporté la mise. La Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM), le bras immobilier de la Ville, lui avait entre-temps vendu un immeuble adjacent qui rendait sa proposition plus intéressante.

En décembre dernier, la Ville avait expliqué à *La Presse* qu'elle croyait avoir bien fait en annulant les négociations avec Constructa, puisque le Groupe Antonopoulos avait proposé 5,4 millions, soit 1,8 million de plus que Constructa.

Hier, l'administration municipale n'était plus en mesure de commenter l'affaire puisque le dossier est devant la cour.

Pour l'instant, la vente au Groupe Antonopoulos n'a toujours pas été approuvée par le conseil municipal, qui doit se pencher sur la question à sa prochaine réunion.

VOUS L'ATTENDIEZ? IL VOUS ATTEND.



CR-V LX 2014
EN LOCATION

134\$*

Aux deux semaines pendant 60 mois
2 995 \$ comptant | 24 000 km/année
Transport, préparation et taxe A/C inclus

0\$ de comptant aussi disponible**

Caractéristiques
de série sur le CR-V :

- Plus de 2000 litres d'espace de chargement
- Sièges avant chauffants
- Commandes de la chaîne sonore illuminées sur le volant
- Caméra de recul multiangle†
- Fonction de messagerie texte**
- Écran d'affichage multifonctions intelligent
- Système d'aide à la conduite Eco Assist™
- Système mains libres et interface de téléphone Bluetooth™ bilingue**



HONDA

VISITEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE HONDA | hondaquebec.ca

REMISE
ADDITIONNELLE
DISPONIBLE AVEC
LE PROGRAMME

* L'offre de location-bail aux deux semaines pour une période de 60 mois pour un total de 130 paiements est faite par Services Financiers Honda Inc. (SFHI), sur approbation de crédit. Cette offre porte sur le CR-V LX 2 roues motrices 2014 neuf (modèle RMH3EES). Franchise de kilométrage de 120 000 km; frais de 0,12 \$ le kilomètre excédentaire. Transport et préparation de 1 695 \$ inclus et taxe sur le climatiseur de 100 \$ incluse. Prix à l'achat pour ce véhicule (PDSF): 27 785 \$, transport, préparation et taxe sur le climatiseur inclus. ** Pour une location avec 0 \$ de comptant, le paiement aux deux semaines est de 159,70 \$. Les taxes, droits, assurances et immatriculation sont en sus. Le concessionnaire peut vendre ou louer à prix moindre. Offres valides seulement pour les résidents du Québec chez les concessionnaires Honda du Québec participants. Offres d'une durée limitée sujettes à changement sans préavis par le constructeur et valides sur les véhicules en inventaire. Photos à titre indicatif seulement. Voyez votre concessionnaire Honda pour plus de détails. † Ne remplace pas la responsabilité du conducteur à faire preuve d'une grande prudence lorsqu'il conduit. ** Compatible uniquement avec certains appareils. † Une initiative de l'AQIPA soutenue par le gouvernement du Québec par l'intermédiaire du Fonds vert. Pour plus d'information, visitez le www.faitesclair.org.

Les vignerons québécois contre-attaquent

Les producteurs demandent une plus grande accessibilité et une meilleure visibilité

VINCENT MARISSAL

Après des années de tentatives au succès mitigé pour accroître la disponibilité de leurs produits sur les tablettes de la Société des alcools du Québec (SAQ) et sur le marché québécois en général, les viticulteurs québécois tentent une nouvelle offensive, demandant cette fois au gouvernement de leur permettre de vendre leurs bouteilles en épicerie.

S'inspirant de la campagne «Le Québec dans votre assiette» et de la volonté gouvernementale de promouvoir la souveraineté alimentaire du Québec, un regroupement de producteurs présentera un nouveau plan de développement de leur industrie ce matin en conférence de presse, au marché Bonsecours, dans le Vieux-Montréal.

Le plan en question compte quatre demandes spécifiques et fait suite à des mois de lobbying auprès du gouvernement Marois, des partis de l'opposition, de la SAQ, de la Régie des alcools, des courses et des jeux et des grands détaillants en alimentation.



Un travailleur du domaine de l'Île Ronde. Les vignobles du Québec voudraient voir leurs produits mieux mis en valeur dans les succursales de la SAQ, comme c'est le cas dans les LCBO avec les produits ontariens.

Emphase sur les produits québécois

Première demande: améliorer la place et la mise en valeur des produits québécois dans les succursales de la SAQ, comme cela se fait

pour les vins ontariens à la LCBO, la société d'État monopolistique de la province voisine.

Pour y arriver au Québec, il faudrait vraisemblablement modifier la loi de la SAQ pour

y inclure spécifiquement le mandat de promouvoir les produits québécois, ce qui est loin d'être acquis, reconnaissent les producteurs québécois.

Le député libéral de Huntingdon, Stéphane

Billette, a déposé un projet de loi pour favoriser l'accessibilité et la vente de vins québécois, mais les producteurs constatent qu'ils sont soumis aux délais et imprévus des joutes parlementaires à Québec. Ils réclament une action gouvernementale rapide et significative.

Vendre dans les épiceries

Deuxième demande: permission de vendre les vins québécois dans les supermarchés et les épiceries, ce qui permettrait notamment aux petits producteurs de régions moins courues d'écouler une partie de leur production à proximité de leur vignoble. Au moins un grand de l'alimentation se serait dit ouvert à cette proposition, mais les producteurs québécois savent qu'ils devront affronter le puissant lobby des géants distributeurs de «vins d'épicerie», qui n'apprécieraient pas cette nouvelle concurrence sur les tablettes.

Les «apportez votre vin» dans la ligne de mire

Troisième demande: permettre aux restaurants «apportez votre vin» de tenir (en consignment ou autrement) des vins québécois qu'ils pourraient offrir aux clients qui n'ont pas de bouteille ou qui en manquent durant le repas.

Enfin, quatrième requête: création d'un permis spécial de fabrication d'eau de vie à base de résidus vinicoles, comme le font les Italiens pour leur fameuse grappa.

Pour l'heure, il existe au Québec un permis pour produire de l'eau de vie à base de grains, mais pas avec les résidus de la grappe.

Duchesne ne touchera pas à l'Université du Québec

LA PRESSE CANADIENNE

MONTRÉAL — Pas question de démanteler le réseau de l'Université du Québec (UQ), a signalé hier le ministre de l'Enseignement supérieur, Pierre Duchesne.

Cette recommandation, contenue dans le rapport du chantier sur une loi-cadre des universités déposé mercredi dernier, passerait par l'abrogation de la Loi sur l'UQ. Celle-ci a été votée en décembre 1968 à l'Assemblée nationale.

Or, selon le ministre Duchesne, le réseau universitaire a toujours sa raison d'être, notamment car il s'agit d'une porte d'entrée pour les diplômés de première génération, qui sont environ 70% à avoir fréquenté l'un des établissements de l'UQ.

«Le réseau des universités du Québec, qui est étendu sur l'ensemble du territoire, a révélé à quel point il était utile et à quel point il a permis une véritable démocratisation de l'enseignement supérieur», a déclaré le ministre en entrevue téléphonique avec La Presse Canadienne.

«Il n'est pas question de remettre en question ce réseau-là; il est là pour rester», a tranché M. Duchesne.

Deux types d'universités?

Les 10 établissements, instituts et écoles du réseau de l'UQ sont régis par une législation qui diffère de celles auxquelles doivent se soumettre les universités dites «à charte», considérées comme plus prestigieuses.

«Ces distinctions formelles servent parfois de trame à un discours hasardeux mais répandu qui assigne des vocations différentes aux deux types d'universités», ce qui «suggère tacitement un système à deux vitesses», ont écrit dans leur rapport les coprésidents du chantier, Lise Bissonnette et John Porter.

Quelques heures après le dépôt du document, la direction de l'UQ a fait valoir dans une déclaration que la proposition laissait en suspens «de nombreuses questions stratégiques pour l'avenir de la société québécoise, notamment en région».

La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Fédération universitaire du Québec (FEUQ) ont très mal reçu l'idée et exhorté Pierre Duchesne à rejeter le démantèlement de ce «fleur de Québec en terme d'enseignement supérieur».

TELLEMENT DÉJANTÉ



BRASSARD EN DIRECT D'AUJOURD'HUI
CE SOIR 19H
NOUVEAUTÉ



L'incendie des BPC de Saint-Basile-le-Grand en 1988

La panique en coulisse

DENIS LESSARD

Mark Lévy entreposait depuis 1978 des barils d'huile contaminée aux BPC à Saint-Basile-le-Grand – un lieu qui faisait déjà partie de la liste des délinquants du ministère de l'Environnement. Le 25 août 1988, un incendie a embrasé l'édifice de bois, laissé sans surveillance. Le lendemain matin, le Conseil des ministres de Robert Bourassa s'est réuni dans une ambiance fébrile. Vingt-cinq ans plus tard, la transcription des délibérations à huis clos entre les ministres de l'époque vient d'être rendue publique.

Quelque 3000 personnes évacuées pendant plus de deux semaines parce qu'on craignait la contamination à cause de la présence de dioxines toxiques: le gouvernement Bourassa n'a rien ménagé pour s'assurer que la population de Saint-Basile-le-Grand, Sainte-Julie et Saint-Bruno soit protégée.

Derrière les portes closes du Conseil des ministres, le responsable de l'Environnement à l'époque, Clifford Lincoln, justifie l'opération de la veille. « En Italie, un accident semblable avait eu lieu à la suite duquel on avait permis aux gens de réintégrer leur demeure avec le résultat que des problèmes de santé importants ont été enregistrés par la suite », retient le procès-verbal de la réunion tenue dès le lendemain – un document signé par Robert Bourassa.

D'entrée de jeu, le ministre Lincoln indique que « l'entrepôt qui a brûlé hier a fait l'objet de demandes répétées de son ministère pour qu'on y installe certains systèmes de sécurité ».



Plus de 35 000 gallons (130 000 litres) d'huile contaminée, venant surtout des transformateurs d'Hydro-Québec, s'étaient envolés en fumée, mais près de 300 barils intacts sont restés sur place.

Plus de 35 000 gallons (plus de 130 000 litres) d'huile contaminée venant surtout des transformateurs d'Hydro-Québec se sont envolés en fumée, mais près de 300 barils intacts sont restés sur place.

Ce matin-là, M. Lincoln voyait déjà ces résidus comme « un problème important ». « Il faut éviter qu'ils n'éclatent et que les BPC se répandent sur le sol. »

Les coûts de transport sont importants, et le seul incinérateur pouvant éliminer ces déchets de façon sécuritaire est en Alberta. « Le problème, c'est que personne ne veut d'un incinérateur sur son territoire. »

Mark Lévy, propriétaire de l'entrepôt, est « introuvable ». Il possède d'ailleurs d'autres

installations du genre au Québec. En fait, M. Lévy est parti le matin même pour la Floride – il ne remettra pas les pieds au Québec.

La semaine suivante, « dans la région, la situation demeure assez émotive », note le ministre Lincoln dans sa présentation. « Une bonne partie des gens demeurent sceptiques » quant à l'éventualité de réintégrer rapidement leurs demeures.

Marc Lévy a parlé à un fonctionnaire de l'Environnement à deux reprises avant de mettre les voiles vers les États-Unis. « La possibilité de demander son extradition est étudiée, mais les chances de réussir apparaissent minces, compte tenu qu'il n'y a pas eu de plainte

criminelle », se font dire les ministres.

Nouvelles mesures

Clifford Lincoln brosse le tableau des lieux d'entreposage des BPC au Québec – on compte alors pas moins de 350 lieux d'entreposage de déchets dangereux, marie le ministre, qui plaide pour que de telles catastrophes doivent, à l'avenir, « à tout prix être évitées ».

Du même souffle, il présente un mémoire, une proposition au gouvernement: Québec devrait éliminer tous les BPC de son territoire dans les cinq prochaines années, plutôt que les dix ans prévus à ce jour. La réglementation sera resserrée, des obligations nouvelles, imposées aux propriétaires de lieux d'entreposage dangereux.

« Un désastre en puissance »

DENIS LESSARD

Dans un français toujours impeccable, l'ancien ministre Clifford Lincoln, qui a aujourd'hui 85 ans, se souvient des événements. Sa mémoire est sans faille.

« Quand j'étais arrivé en poste [à la fin de 1985], j'avais mandaté un avocat très compétent pour s'occuper de ce dossier. Daniel Green et la Société pour combattre la pollution m'avaient convaincu que Saint-Basile était un désastre en puissance.

« Il n'y avait aucune clôture à l'extérieur, à l'intérieur c'était le fouillis, les barils étaient pêle-mêle, il y avait des torchons imbibés d'huile, les carreaux étaient brisés. Le bâtiment n'était pas à l'épreuve du feu, un pyromane a lancé une torche... Comment a-t-on pu donner un permis à Lévy en premier lieu, c'est un grand mystère! », lance l'ancien politicien.

Comme l'incendie est survenu par la suite, « j'ai dû prendre la responsabilité, mais on devrait demander des explications à ceux qui ont permis ça au centre de Saint-Basile ». M. Lévy avait un autre centre, dans des conditions similaires, à Shawinigan.

Un peu avant les élections de 1989, le gouvernement Bourassa envoie les barils qui restent sur un navire russe à destination de l'Angleterre. Là-bas, la population refuse de recevoir la cargaison empoisonnée. Le navire fait marche arrière et revient donc au Québec.

Pour les entreposer, le gouvernement choisit Manic 2, dans la circonscription de Saguenay – le député Ghislain Maltais n'avait pas appuyé Robert Bourassa à la course à la direction de 1983. La population de Baie-Comeau manifeste, les barils devront être escortés par la brigade anti-meute de la Sûreté du Québec. Il faudra attendre 10 ans avant qu'ils ne soient mis hors d'état de nuire.

Un Hells Angel en cavale

Les policiers peinent à comprendre les circonstances entourant l'évasion de René « Baloune » Charlebois

DANIEL RENAUD

Les policiers se perdent en conjectures sur les raisons qui ont poussé le Hells Angel René Baloune Charlebois à s'évader, samedi soir.

Le motard de 48 ans était depuis plus d'un an au pénitencier à sécurité minimum Montée Saint-François, à Laval. Nos sources indiquent que « son dossier s'en allait dans la bonne direction ». Il avait même profité de quelques sorties médicales sans qu'il y ait eu aucun problème. Il devait bénéficier de permissions de sorties au printemps prochain.

Mais lors du dénombrement quotidien des détenus, à 22h45 samedi, les agents des Services correctionnels se sont rendu compte que Charlebois, qui partageait sa cellule avec un autre détenu, avait disparu.

L'alerte a aussitôt été donnée. Un avis a été transmis à tous les corps de police, et un mandat pancanadien a été lancé. Tout le périmètre de la prison, qui est entourée d'une clôture de quelques pieds de

hauteur, a été fouillé, sans succès.

On ignore comment le détenu a pris la fuite et si un complice l'attendait dans un véhicule. Les détenus peuvent se promener librement sur le terrain de la prison, et des artères importantes desservies par des circuits d'autobus passent tout près.

Malgré son important passé criminel, la cote de sécurité de Charlebois faisait en sorte qu'il pouvait être détenu dans un pénitencier à sécurité mini-

risque faible pour la sécurité du public sont placés dans un établissement à sécurité minimum », explique laconiquement le porte-parole du Service correctionnel du Canada, Serge Abergel.

Les HA tatoués sur le cœur

Autrefois livreur de pizza, René Charlebois a rapidement gravi les échelons chez les Hells Angels, où il est devenu un proche de l'ancien chef guerrier de ce groupe de motards,

Des sources nous ont confié que des membres des Nomads continueraient de bénéficier des ristournes de la vente de stupéfiants et croient que Charlebois, qui a déjà contrôlé un territoire dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve, pourrait être l'un de ceux-là.

« De façon générale, tous les délinquants sont évalués et placés dans des établissements adaptés à des niveaux de sécurité. Seuls les délinquants évalués comme représentant un

Maurice Mom Boucher. Il a commencé comme membre du défunt club-école des Rockers de Montréal, avant de devenir membre des Nomads, le groupe d'élite des Hells Angels.



René Charlebois a rapidement gravi les échelons chez les Hells Angels, où il est devenu un proche de l'ancien chef guerrier Maurice Mom Boucher.

René Charlebois s'était fait connaître du public lorsque les chanteurs Ginette Reno et Jean-Pierre Ferland avaient interprété l'un de leurs grands succès lors de son mariage, célébré avec faste.

« Mon cœur, mon sang, ma vie pour les Hells Angels », avait alors déclaré le nouveau marié, soulevant les applaudissements des nombreux invités.

Peu après, Charlebois a été arrêté dans la vaste opération Printemps 2001 et condamné à une longue peine de prison pour complot, trafic de stupéfiants et gangstérisme. Au début de 2004, il a été condamné à la prison à vie pour le meurtre de l'agent source Claude DeSerres, tué dans un chalet de Notre-Dame-de-la-Merci, le 3 février

2000. DeSerres portait un appareil de type « body pack » lorsqu'il a été assassiné, et toute la scène a été enregistrée.

Charlebois était admissible à une semi-liberté en maison de transition depuis mars dernier, mais il ne l'a visiblement pas demandée. Il sera admissible à une libération conditionnelle totale en mars 2016.

Des sources nous ont confié que des membres des Nomads continueraient de bénéficier des ristournes de la vente de stupéfiants et croient que Charlebois, qui a déjà contrôlé un territoire dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve, pourrait être l'un de ceux-là. Elles croient également que Charlebois pourrait avoir les moyens d'assurer sa cavale.

Fraude Ottawa a abandonné ses démarches pour récupérer des millions

Ottawa a abandonné tout espoir de retrouver des millions de dollars détournés par un ancien fonctionnaire, selon ce que révèlent de nouveaux documents. Les documents, que La Presse Canadienne a obtenus en vertu de la Loi d'accès à l'information, démontrent qu'un employé

du ministère des Travaux publics basé à Coblenz, en Allemagne, a transféré 3,3 millions de fonds publics dans trois comptes bancaires personnels. L'ex-fonctionnaire a effectué, entre les mois d'avril et juin 2004, 18 transferts dans des banques des Pays-Bas, du Luxembourg

et de la Belgique. Les détails de cette fraude de plusieurs millions de dollars, près d'une décennie après les faits, sont présentés dans des notes internes et d'autres documents obtenus par La Presse Canadienne. Le ministère des Travaux publics avait embauché, en janvier 2011,

une agence de recouvrement de créances pour retracer l'homme jusqu'aux États-Unis. Or, l'agence avait découvert que l'individu ne possédait que peu d'actifs, incitant le Ministère à abandonner ses démarches pour retrouver l'argent. — La Presse Canadienne

PIERRE LAPOINTE + ÉMILIE LAGUERRE



« C'EST HYPER BEAU, C'EST HYPER VIVANT »

— Pierre Lapointe

Notre lectrice, Émilie Laguerre, initie Pierre Lapointe à l'expérience conviviale et au contenu enrichi de La Presse+. Mission accomplie: il est complètement séduit.

Découvrez-en plus à LaPressePlus.ca

LA PRESSE +

Disponible dans l'App Store

App Store est une marque de service d'Apple Inc.

SANTÉ

JEUX VIDÉO

Des chercheurs à la rescousse des conducteurs âgés



MATHIEU PERREAULT

Des jeux vidéo permettent de restaurer la capacité des conducteurs âgés d'effectuer plusieurs tâches en même temps, selon une nouvelle étude américaine. Les chercheurs de l'Université de San Francisco ont conçu un jeu qui rend les personnes âgées meilleures que les jeunes pour identifier des panneaux routiers.

«La capacité au multitâche diminue avec les années, mais il est possible de renverser la tendance», a expliqué, au cours d'une conférence de presse téléphonique, le neurologue Adam Gazzaley, auteur principal de l'étude parue dans *Nature*. «La plasticité du cerveau est vraiment impressionnante.»

Le but du jeu vidéo en trois dimensions, appelé *NeuroRacer*, était de reconnaître différents types de panneaux tout en suivant un itinéraire sinueux en voiture. La conduite se faisait avec la main gauche, et il fallait presser des boutons différents quand apparaissaient les panneaux rouges, verts ou bleus.

Les chercheurs ont tout d'abord évalué la performance de 120 cobayes de 20 à 80 ans, et ont constaté que celle-ci diminuait avec l'âge. Ensuite, ils ont séparé 46 personnes

âgées en trois groupes: un premier qui ne faisait rien, un deuxième qui conduisait tout en surveillant les panneaux et un troisième qui ne faisait que conduire. Les 12 séances d'une heure étaient réparties sur un mois.

Seuls les cobayes qui s'étaient entraînés aux deux tâches s'améliorèrent dans le multitâche – tellement qu'ils devenaient meilleurs que des jeunes adultes essayant *NeuroRacer* pour la première fois. Une analyse des ondes cérébrales des cobayes montrait qu'elles «rajeunissaient» – et en arrivaient à ressembler aux ondes des jeunes adultes. Les effets durèrent au moins six mois.

Le jeu vidéo a aussi amélioré les résultats à des tests d'attention et de mémoire. En d'autres mots, les bénéfices de *NeuroRacer* – qui visait à améliorer le multitâche – ont été transférés à d'autres types d'habiletés cognitives.

Une cure au vieillissement?

Les chercheurs vont maintenant chercher à déterminer si l'utilisation de ce type de jeu vidéo plus tôt à l'âge adulte protège contre le vieillissement cognitif.

«Ce n'est pas la première étude qui montre qu'on peut renverser les effets de l'âge sur les capacités cognitives», commente Sylvie Belleville, neuropsychologue à l'Institut universitaire de gériatrie de Montréal. «Mais ils précisent de combien d'années on parvient à rajeunir le cerveau et ils ont trois types d'interventions. Ça permet de montrer qu'effectuer une seule tâche à la fois n'améliore pas la

capacité de faire du multitâche autant que deux tâches à la fois. On aurait pu penser qu'en s'entraînant à quelque chose, on deviendrait meilleur pour le faire en présence de distraction. Et surtout, ils ont trouvé une manière ludique de pratiquer ses habiletés cognitives. Souvent, ce type d'études utilise des tests de mémoire, des mots croisés.»

L'équipe de M^{me} Belleville publiera sous peu une étude similaire sur le multitâche. «J'étais bien fâchée quand j'ai vu qu'ils publiaient avant nous», dit la professeure de l'Université de Montréal en riant. Un de ses collègues travaille également sur l'effet cognitif des jeux vidéo, mais en utilisant ceux qui sont sur le marché.

«La capacité au multitâche diminue avec les années, mais il est possible de renverser la tendance. La plasticité du cerveau est vraiment impressionnante.»

— Adam Gazzaley, neurologue

De nombreuses entreprises proposent des entraînements cognitifs censés enrayer le vieillissement du cerveau. Ces études ne constituent-elles pas une publicité gratuite pour ces produits parfois coûteux dont l'efficacité n'est pas toujours prouvée? En conférence de presse, le D^r Gazzaley a admis que ce souci éthique le tracasse, mais qu'il espère que ses travaux intéresseront des entreprises dignes de confiance.

«C'est justement pour cette raison qu'il faut savoir ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas», ajoute M^{me} Belleville. Faudrait-il une certification gouvernementale pour de tels produits, comme pour les médicaments? «Sans aller jusque-là, on peut espérer que les personnes âgées vont s'informer de ce qui a fonctionné en laboratoire avant d'acheter une vidéo d'entraînement cognitif», dit-elle.

PHOTO ASSOCIATED PRESS

Le jeu vidéo *NeuroRacer* a amélioré les résultats des cobayes à des tests multitâches d'attention et de mémoire.



COMMISSION SUR LES ENJEUX ÉNERGÉTIQUES DU QUÉBEC

De la réduction des gaz à effet de serre à l'indépendance énergétique du Québec

Consultation publique

L'énergie, voilà un sujet qui nous concerne tous! Faites connaître vos idées et votre vision en participant à la Commission sur les enjeux énergétiques du Québec.

Du 4 septembre au 11 octobre, partagez vos opinions lors des consultations publiques et contribuez ainsi à définir la nouvelle politique énergétique du Québec.

Sur place ou en ligne, exprimez-vous!

Date : **Mercredi 18 et jeudi 19 septembre 2013**

Heure : **14 h et 19 h**

Endroit : **Le Nouvel Hôtel
1740, boul. René-Lévesque Ouest
Montréal (Québec) H3H 1R3**

Visitez le site consultationenergie.gouv.qc.ca



UN
QUÉBEC
POUR TOUS

Québec

L'INACTIVITÉ COGNITIVE COÛTE CHER

Un cas de maladie d'Alzheimer sur cinq est attribuable à l'inactivité cognitive, selon Sylvie Belleville, neuropsychologue à l'Institut universitaire de gériatrie de Montréal. Parmi les facteurs protecteurs: avoir étudié longtemps, avoir des passe-temps ou un métier «cognitivement stimulant». En 2011, une étude de M^{me} Belleville a montré que 10 séances d'entraînement de la mémoire permettaient de raviver l'acuité du cerveau de patients présentant des signes précurseurs de la maladie d'Alzheimer – ce qui pourrait retarder de deux ou trois ans l'apparition des symptômes. Au Japon, un automobiliste de plus de 75 ans doit apposer à l'avant et à l'arrière de sa voiture un autocollant distinctif avertissant les autres conducteurs de son âge. Au Québec, les personnes de plus de 65 ans sont impliquées dans 80 à 100 accidents mortels par année, ce qui représente entre 15 % et 25 % du total des accidents. Environ 15 % des automobilistes québécois ont plus de 65 ans. — Mathieu Perreault

Résultats des tirages du : 2013-09-15				
25 000 \$	50 000 \$	100 000 \$	500 000 \$	
644729	520275	621754	035105	
Structure de lots des numéros décomposables dans l'ordre				
5 derniers	2000 \$	5 premiers	1000 \$	
4 derniers	250 \$	4 premiers	100 \$	
3 derniers	40 \$	3 premiers	20 \$	
2 derniers	20 \$	2 premiers	10 \$	
Ensemble de cinéma maison (ou 5 000 \$) *				
(Numéros complets non décomposables)				
079300	094698	096245	517707	937985 952126
Voyage à Las Vegas et au Grand Canyon (ou 10 000 \$)				
(Numéros complets non décomposables)				
159010	575918	657024	792029	980229
Roadster Can-Am® Spyder® (ou 25 000 \$)*				
(Numéros complets non décomposables)				
316929	590060	924376		
Autocaravane Safari Condo (ou 60 000 \$)*				
(Numéro complet non décomposable)				
376119				
Ford Explorer et motomarines Sea-Doo® (ou 100 000 \$)*				
(Numéro complet non décomposable)				
802298				
Prétirages Lot : «500 \$ + TV» **				
(non décomposables)				
127A792	340A430	414A276	637A115	781A756
210A350	383A313	555A744	701A989	859A652
318A158	384A776	590A135	755A454	968A452
* Le gagnant d'un lot en bien pourra choisir ce lot ou l'équivalent en argent correspondant. Il est à noter que tous les lots doivent être réclamés dans l'année qui suit le tirage.				
** Si «VOTRE NUMÉRO PRÉTIRAGES» correspond à l'un des numéros tirés lors d'un des 3 prétirages, vous gagnez un lot «500 \$ + TV» mais puisqu'il sera réclamé après la fermeture des bureaux de Loto-Québec le 14 septembre 2013, vous recevrez un lot de 1 500 \$ en plus du lot de 500 \$.				
Lotto 6/49 2 2 5 5 3 5 2 2				
Sprinto 34 36 37 38 48				
Powerball 2 6 10 R R Triplex 14 15 21 34 37				
Ebanco 01 02 07 09 12 21 22 23 29 30 33 35 40 43 45 52 55 56 62 66 3 381 4 2065				
Astro Jour - Mois - Année - Signe 29 JUIN 75 BALANCE Extra 0206002				
En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.				

LE COSTA CONCORDIA EN VOIE D'ÊTRE REDRESSÉ



PHOTO ANDREW MEDICHINI, ASSOCIATED PRESS

La petite île italienne du Giglio se préparait hier au redressement de l'immense paquebot *Costa Concordia*, couché depuis plus d'un an et demi sur son rivage, une première mondiale qui débutera aujourd'hui. Le feu vert officiel a été donné hier en début d'après-midi par la Protection civile italienne. « L'île est prête pour cet événement et nous avons obtenu des assurances de toutes les sociétés et institutions impliquées », a souligné Alessandro Centurioni, adjoint du maire du Giglio, responsable de l'environnement. « Demain, nous allons prouver que tout ce que nous avons imaginé, pensé, calculé se passera comme prévu », a ajouté Franco Gabrielli, le chef de la Protection civile italienne, avant de conclure en disant être sûr « à 100 % » de la réussite de l'entreprise. — Agence France-Press

AVIONS CSERIES

Le vol inaugural prévu aujourd'hui

LA PRESSE CANADIENNE

Le suspense tire à sa fin chez Bombardier: un avion de la CSeries pourra finalement prendre son envol ce matin après moult tergiversations.

Vendredi, l'entreprise avait indiqué qu'elle pencherait vraisemblablement pour un premier essai en matinée, un scénario qui semble vouloir se concrétiser selon son porte-parole, Marc Duchesne. Il a précisé hier soir que l'appareil devrait décoller autour de 9h30 à partir de l'aéroport de Mirabel.

L'accès au site de Mirabel sera contrôlé rigoureusement. Seuls des membres des médias, des employés de la compagnie, des clients, des fournisseurs et quelques invités triés sur le volet pourront assister à ce vol inaugural qui intervient neuf mois plus tard que prévu.

Bombardier tiendra une conférence de presse pour fournir des renseignements supplémentaires environ une heure après la fin du vol inaugural, qui pourrait varier de 45 minutes à 3 heures.

Ce vol visera entre autres à confirmer les économies de carburant qui constituent l'un des principaux arguments de vente mis de l'avant par l'entreprise.

En entrevue vendredi, Marc Duchesne ne cachait pas son

optimisme et a fait remarquer qu'un « tout nouveau chapitre de l'histoire aéronautique de Bombardier » est sur le point d'être écrit.

Pour développer cette innovation, la direction de l'entreprise a misé sur un programme d'investissements de 3,5 milliards US. En bout de piste, elle s'attend à ce que cette nouvelle gamme d'avions dotés de 100 à 160 sièges lui rapporte entre cinq et huit milliards.

Ce vol visera entre autres à confirmer les économies de carburant qui constituent l'un des principaux arguments de vente mis de l'avant par l'entreprise.

Les deux versions de l'appareil ont déjà charmé une dizaine de clients ayant passé près de 180 commandes fermes. Ce nombre grimpe à 388 lorsqu'on ajoute les lettres d'intention.

M. Duchesne pense que l'engouement ira croissant dès que l'étape hautement symbolique du vol inaugural aura été franchie. Les premières livraisons devraient avoir lieu dans environ un an.

Japon Le dernier réacteur nucléaire mis à l'arrêt

Le seul réacteur nucléaire qui était encore en service au Japon est désormais totalement arrêté pour maintenance, a confirmé hier l'entreprise exploitante, Kansai Electric Power (Kepco). L'unité 4 de la centrale d'Ōhi (ou Oi, ouest) étant stoppée, le Japon est de nouveau totalement privé d'énergie nucléaire comme ce fut déjà le cas entre mai et juillet 2012. Toutes les centrales nippones avaient alors progressivement été mises hors service *sine die* par mesures de précaution supplémentaires à la suite de l'accident de Fukushima causé par le séisme et le tsunami du 11 mars 2011 dans le nord-est du Japon. Kepco avait toutefois reçu en juin 2012 des élus locaux et du premier ministre d'alors, Yoshihiko Noda, l'autorisation de remettre en exploitation les réacteurs 3 et 4 d'Ōhi, juste avant l'installation de la nouvelle instance de régulation du secteur, il y a tout juste un an. — Agence France-Press

Imposition de visas canadiens Le Mexique est « très irrité »

Le Mexique demeure « extrêmement irrité » par le maintien de l'imposition de visas pour ses ressortissants qui visitent le Canada, a déclaré l'ambassadeur du Mexique à Ottawa, Francisco Suarez a indiqué que le gouvernement de son pays était à ce point frustré par cette mesure que le président, Enrique Peña Nieto, risquait de repousser sa visite en sol canadien si le dossier n'était pas réglé d'ici l'an prochain. Le Mexique et le Canada planifient des célébrations pour souligner, en 2014, le 20^e anniversaire de l'Accord de libre-échange nord-américain, de même que les 70 ans de leurs relations bilatérales. Le Canada a décidé d'imposer en 2009 des visas aux visiteurs mexicains en invoquant l'augmentation des demandes de statut de réfugié en provenance du Mexique. M. Suarez a soutenu que le Canada et le Mexique entretenaient généralement de bonnes relations, mais que l'imposition de visas les empêchait d'approfondir leur collaboration dans certains secteurs économiques, dont l'énergie et les ressources naturelles. — La Presse Canadienne

Dell recommande Windows.

5 Jours d'aubaines
jours restants



Le pouvoir d'en faire plus

Dernière chance de découvrir votre nouvelle technologie préférée.

Profitez d'aubaines extraordinaires sur des PC puissants et des produits électroniques pour un temps très limité.

Inspiron 15

Un portable mince et abordable avec une autonomie de batterie impressionnante parfaitement adapté à votre style de vie qui vous divertit où que vous soyez.*

À partir de : 429,99 \$*
379,99 \$* Économie totale : 50 \$*

- La 3e génération de processeur Intel® Core™ i3
- Windows 8
- Mémoire de 6 Go*; disque dur de 500 Go*
- Lecteur DVD/-RW* 8x

Ajoutez une couverture de 1 an contre les dommages accidentels* et la protection contre le vol LoJack® pour 69 \$*.



L'image à l'écran est simulée.

Nouvelles aubaines chaque jour – quantités limitées.



XPS 15

Conception réfléchie offrant performance, durabilité et une expérience supérieure.

À partir de : 1699,99 \$*
1399,99 \$* Économie totale : 300 \$*

- 45 \$/mois pour 48 mois à un taux d'intérêt annuel de 21,99%*
- La 3e génération de processeur Intel® Core™ i7
- Windows 8
- Mémoire de 8 Go*; disque dur de 750 Go* avec mini ATA sériel de 32 Go*
- Carte graphique* GeForce® GT 640M de 2 Go de NVIDIA®



XPS 8700

Le XPS 8700 de Dell est notre XPS de bureau le plus performant et le plus évolutif.

À partir de : 899,99 \$*
799,99 \$* Économie totale : 100 \$*

- 26 \$/mois pour 48 mois à un taux d'intérêt annuel de 21,99%*
- La 4e génération de processeur Intel® Core™ i7
- Windows 8
- Mémoire de 12 Go*; disque dur de 1 To*
- Carte graphique HD 7570 de 1 Go d'AMD Radeon™*

Ajoutez une garantie avec service à domicile après diagnostic à distance* de 3 ans pour 199 \$*.



Moniteur HD intégrale de 23 po Dell S2340L

Profitez d'images réalistes avec cet élégant moniteur S2340L de 23 po pratiquement sans cadre de Dell.

À partir de : 219,99 \$*
129,99 \$* Économie totale : 90 \$*

- Référence Dell : 320-9800
- Résolution de 1920 x 1080
- Temps de réponse rapide pour prévenir les images fantôme dans les vidéos
- Connectivité sans tracas avec les entrées VGA et HDMI

Profitez de la livraison gratuite* et des retours simplifiés* sur Dell.ca.

Aucun intérêt sur votre achat entière de 499\$ et plus. Sur le compte privilège Dell. En savoir plus au Dell.ca/sansintere.

Faites-en plus avec la technologie que vous aimez.

Visitez le site Dell.ca/aubaines ou composez le 800-785-7741.

Inscrivez-vous pour recevoir des offres exclusives à l'adresse sur : Dell.ca/offrescourriel

Offres en vigueur le 16 septembre 2013, à moins d'indication contraire.

Aimez-nous sur : facebook.com/DellCanada

Suivez-nous sur : twitter.com/DellDomicileca

***PRÉ-TÉMOIGNAGE COMPORTANT DES VERSEMENTS ÉCHÉLONNÉS SUR 48 MOIS** (le prêt) est offert par Services Financiers Dell Canada Limitée aux clients admissibles, suite à approbation de crédit. Un montant de transaction minimal de 499 \$ est exigé. Aucun versement initial exigé. Le montant du paiement mensuel indiqué dans l'annonce est établi en fonction d'un taux d'intérêt annuel de 21,99 % et d'une avance d'un montant égal au prix annoncé pour la configuration d'un produit spécifique. Si votre demande de prêt est approuvée, nous établirons le taux d'intérêt annuel applicable à votre prêt selon nos critères de crédit et notre évaluation de votre solvabilité. Les taux d'intérêt annuels actuels applicables à nos prêts vont de 13,99 % à 28,99 %. Si votre demande est approuvée, votre paiement mensuel réel sera fondé sur le taux d'intérêt annuel applicable à votre prêt. Exemple d'un prêt assorti d'un taux d'intérêt annuel de 21,99 % : montant de 999 \$ avancé; paiement mensuel de 31,47 \$; montant total payable de 1503,56 \$; coût d'emprunt total de 511,56 \$. Pour en savoir davantage, veuillez communiquer avec Dell. ***AUCUN INTÉRÊT DURANT 6 MOIS** sous réserve d'un montant de transaction minimal de 499 \$ (le prêt) sans intérêt si vous réservez certaines conditions. Offert par Services Financiers Dell Canada Limitée aux clients admissibles, suite à approbation de crédit. Cette promotion est offerte uniquement aux clients résidant au Québec qui ouvrent un compte privilège Dell avec Services Financiers Dell Canada Limitée (un compte privilège Dell) et pour des achats admissibles effectués auprès de Dell entre le 9 septembre 2013 et le 19 septembre, 2013 avant 22 h, heure avancée de l'Est (HAE), heure non disponible pour les commandes ou pour les paiements conclus avant ou après cette période promotionnelle. La période sans intérêt débute à la date à laquelle Dell vous livre les biens et se termine 6 mois après cette date (la « période sans intérêt »). En vertu de l'offre sans intérêt, aucun frais de crédit ne courra sur les sommes avancées et portées au compte privilège Dell pendant la période sans intérêt. Toute somme avancée en vertu de l'offre sans intérêt et portée au compte privilège Dell doit être remboursée à la fin de la période sans intérêt. Toutes les modalités du compte privilège Dell s'appliquent à toute somme avancée et comprise l'application de frais de crédit à un taux de crédit de 21,99 % (un calcul quotidien) à compter du premier jour suivant la fin de la période sans intérêt. ***PRIX ET COMMANDES** : Les promotions ne sont offertes qu'au Canada pour la durée précisée. Les économies sont calculées sur le prix régulier de Dell. La valeur totale d'un ensemble est égale à la somme des prix réguliers offerts par Dell pour les articles distincts; les économies relatives à l'ensemble représentent la différence entre le prix annoncé de l'ensemble et la valeur totale. Les prix ne comprennent pas les taxes applicables, les frais d'expédition et de manutention, les taxes sur l'environnement, les frais de reconstruction de stocks et les autres frais. Les renseignements contenus dans ce document peuvent être erronés; de plus, Dell se réserve le droit de les modifier ou de les remplacer en tout temps et sans préavis. Dell se réserve le droit d'annuler une commande découvrant d'une erreur et de limiter les quantités à cinq systèmes par client. Cette offre ne peut être combinée avec aucune autre offre ni aucun autre rabais (limité d'une offre par système admissible). Certains produits, configurations, couleurs ou motifs peuvent avoir une disponibilité limitée. **ERREURS** : À la discrétion de Dell, les prix, les offres, les configurations et toute autre information contenus dans le présent document sont sujets à erreur, à annulation, à modification et à substitution, en tout temps et sans préavis. Dell n'est pas responsable des erreurs de typographie, de photographie, de photocopie ou autres. **POLITIQUE DE RETOUR DE DELL** : La période de 30 jours est calculée à partir de la date de la facture. Le remboursement ou le crédit rattrapé pas les frais d'expédition et de manutention prévus sur le bon de commande ou la facture. Certaines exceptions s'appliquent. Pour obtenir tous les détails, consultez le site dell.ca/retourdevente. **DISPONIBILITÉ** : Certains produits, configurations, couleurs ou motifs peuvent avoir une disponibilité limitée. **CONDITIONS ET MODALITÉS DU CLIENT** : Tous les achats sont assujettis aux conditions de l'entente du client de Dell ou aux modalités standard de vente de Dell, aux modalités de la garantie limitée de Dell sur le matériel ou aux ententes de service applicables de Dell ou de tiers. Copies disponibles sur demande ou sur le site dell.ca. **TRAITEMENT GRAPHIQUE ET MÉMOIRE SYSTÈME (SDRAM)** : Une portion importante de la mémoire pourrait être allouée au traitement graphique, selon la capacité de mémoire ou système et d'autres facteurs. **DISQUES DURS** : 1 Go correspond à 1 milliard d'octets et 1 To équivaut à mille milliards d'octets. La capacité réelle sera inférieure et variera selon le matériel préinstallé et l'environnement d'opération. **AUTRES OFFRES DE SERVICE** : Rendez-vous à l'adresse dell.ca/lojack pour obtenir l'entente de service et les détails. Certains services sont fournis en vertu d'un contrat entre le client et un tiers. **EXPÉDITION GRATUITE** : Des exceptions peuvent s'appliquer pour les endroits éloignés. **JOURS D'AUBAINES** : Le prix de vente de chaque produit est limité à un article par commande ou par client. **GRAVEURS CD, DVD, BLU-RAY** : Les disques gravés avec ce lecteur peuvent ne pas être compatibles avec certains lecteurs; utilisez un DVD-R pour une compatibilité maximale. **LOJACK** : LoJack pour les portables n'est pas une offre de Dell. **Certains conditions d'assurance** : Pour tous les détails, consultez les conditions générales à l'adresse www.ligacardforlojacks.com. **SERVICE CONTRE LES DOMMAGES ACCIDENTELS** : Exclut le vol, la perte et les dommages causés par le feu, les inondations ou autres catastrophes naturelles et les dommages intentionnels. Il est possible que le client doive retourner le système à Dell. Pour obtenir tous les détails, visitez le site [dell.ca/accidentalsevice. **AMD** : AMD, le logo à la flèche AMD et les combinaisons AMD Athlon, AMD Opteron, AMD Sempron et AMD Turion, Cool 'n' Quiet et AMD PowerNow! sont des marques de commerce d'Advanced Micro Devices, Inc. **SERVICE À DOMICILE APRÈS DIAGNOSTIC À DISTANCE** : Le diagnostic à distance permet à un technicien en ligne ou au téléphone de déterminer la cause d'un problème; il peut nécessiter l'accès à l'intérieur du système par le client ainsi que des séances multiples ou prolongées. Si le problème est couvert par la garantie limitée sur le matériel, mais qu'il ne peut être réglé à distance, un technicien viendra sur place ou des pièces seront envoyées, habituellement un ou deux jours ouvrables suivant le diagnostic à distance. La disponibilité peut varier. **D'autres conditions d'assurance** : Pour tous les détails, visitez le site \[dell.ca/accidentalsevice\]\(http://dell.ca/accidentalsevice\). **LARGE BANDE MOBILE** : Sous réserve d'un abonnement au service à large bande d'un fournisseur d'accès sans fil et selon la zone de couverture; des frais supplémentaires s'appliquent. **MARQUES DE COMMERCE ET DROITS D'AUTEUR** : Intel, Intel Atom, Intel Atom Inside, Intel Core, Intel Inside, Logo Intel Inside, Intel vPro, Itanium, Itanium Inside, Pentium, Pentium Inside, vPro Inside, Xeon, Xeon Phi, et Xeon Inside sont des marques de commerce d'Intel Corporation aux États-Unis et dans d'autres pays. **MICROSOFT** : Microsoft, MS Windows et le logo Windows sont des marques déposées ou des marques de commerce du groupe d'entreprises Microsoft aux États-Unis et dans d'autres pays. **AUTRES** : Toutes les autres marques de commerce sont la propriété de leur détenteur respectif. © Dell Inc., 2013. Tous droits réservés.](http://dell.ca/accidentalsevice)



LE TOUR DU GLOBE



PHOTO AGENCE FRANCE-PRESSE

Cambodge

La rue conteste le résultat des élections

Au lendemain de l'amorce d'une médiation entre le premier ministre cambodgien et l'opposant Sam Rainsy qui conteste le résultat des législatives, des affrontements ont éclaté hier à Phnom Penh entre la police et des protestataires. Plus de 20 000 personnes ont manifesté dans la capitale pour exiger une enquête indépendante sur les résultats des élections de juillet. Selon l'opposition, le scrutin aurait été entaché d'irrégularités. — AP



PHOTO REUTERS

Mexique

Une tempête tropicale fait 14 morts

Au moins 14 personnes ont perdu la vie hier dans l'État du Guerrero, au Mexique, où se sont abattues de fortes pluies apportées par la tempête tropicale Manuel alors que l'ouragan Ingrid s'approchait des côtes atlantiques de l'État de Veracruz, ont indiqué les autorités. La météorologie nationale a appelé la population à éviter les zones montagneuses, où des glissements de terrain sont à craindre, ainsi que les côtes, balayées par des vagues violentes. — AFP



PHOTO REUTERS

Pakistan

Neuf camions-citernes de l'OTAN détruits

Au moins neuf camions-citernes transportant du carburant pour les forces de l'OTAN en Afghanistan ont été détruits hier soir dans le sud-ouest du Pakistan après qu'une explosion à bord d'un des véhicules eut provoqué un gigantesque incendie, ont annoncé les autorités. La police, qui enquête pour vérifier s'il s'agissait d'un accident ou d'un acte de terrorisme, n'a pas encore pu déterminer l'origine exacte de l'explosion. — AFP



PHOTO REUTERS

Irak

58 morts dans une vague d'attentats

Une vague d'attaques, dont 15 à la voiture piégée, a fait près de 50 morts et plus de 100 blessés hier en Irak, selon un bilan établi à partir de sources médicales et policières. Plus d'une dizaine de localités ont été frappées par ces attaques, dont Hilla, dans le sud, ville à majorité chiite où quatre voitures piégées ont explosé, tuant 19 personnes. Les violences ont fait plus de 4100 morts depuis le début de l'année, selon un bilan établi par l'AFP. — AFP



PHOTO SAAD ABOBRAHIM, REUTERS

Une mère pleure la mort de son fils lors de funérailles symboliques qui se sont tenues hier à Alep à la mémoire de 23 combattants de l'Armée syrienne libre tués dans une embuscade tendue par les forces du régime sur la route menant à la localité stratégique de Khanasser.

La Syrie crie victoire

Damas se félicite de l'accord russo-américain visant à le débarrasser de ses armes chimiques

AGENCE FRANCE-PRESSE

DAMAS — Le régime de Damas a salué hier comme « une victoire pour la Syrie » l'accord russo-américain sur le démantèlement de ses armes chimiques, mais les États-Unis et la France ont prévenu que l'option militaire restait sur la table.

À la veille de la remise au Conseil de sécurité de l'ONU du rapport sur l'utilisation d'armes chimiques en Syrie, le régime a également assuré qu'il se conformerait aux décisions des Nations unies sur le démantèlement de son arsenal chimique.

« Nous acceptons le plan russe de nous débarrasser de nos armes chimiques. Nous avons en fait commencé à préparer notre liste » de cet arsenal, a affirmé le ministre de l'Information, Omrane al-Zohbi. « Nous ne perdons pas de temps », a-t-il ajouté.

En visite à Jérusalem, le secrétaire d'État américain John Kerry a rappelé pour sa part que les États-Unis n'avaient évacué « aucune option », bien que l'accord signé samedi à Genève ait éloigné une menace immédiate de frappes américaines.

« L'option militaire doit demeurer, sinon il n'y aura pas la contrainte », a affirmé en écho le président français François Hollande, lors d'un entretien à la chaîne de télévision TF1.

Le ministre syrien de la Réconciliation, Ali Haïdar, avait auparavant « salué » l'accord comme une « victoire pour la Syrie remportée grâce à nos amis russes ».

L'opposition syrienne, qui avait exprimé sa frustration après l'accord, a pour sa part appelé la communauté internationale à imposer également au régime syrien une interdiction d'utiliser les missiles balistiques et l'aviation contre les civils.

Sur le terrain, les rebelles accusaient les États-Unis et la Russie de « jouer avec la Syrie ». « Nous ne sommes rien pour eux [...] Cela fait 30 mois qu'ils discutent et ils n'ont absolument rien fait », a déclaré à l'AFP le porte-parole d'une brigade rebelle d'Alep.

Annoucé samedi par M. Kerry et son homologue russe Sergueï Lavrov, l'accord fixe des échéances précises au régime syrien: Damas a une semaine pour présenter une liste de ses armes chimiques, et celles-ci doivent être détruites d'ici la fin du premier semestre 2014.

Algérie Baird prend ses distances de la firme SNC-Lavalin

Le ministre des Affaires étrangères, John Baird, a pris ses distances de la firme de génie-conseil SNC-Lavalin, qui fait l'objet d'une enquête après avoir été accusée de corruption en Algérie. De passage à Alger hier, M. Baird a déclaré, que l'entreprise n'était pas représentative de toutes les entreprises canadiennes, qui accordent, a-t-il dit, une « énorme importance » au respect de l'éthique. Il a ajouté qu'il est évident que l'entreprise « devrait répondre de ses actes devant les tribunaux ». La firme SNC-Lavalin est soupçonnée d'avoir versé des pots-de-vin pour décrocher des contrats en Algérie. Le ministre Baird a affirmé que le Canada était déterminé à combattre la corruption, en soulignant que le Parlement avait adopté des mesures législatives à cet égard.

— La Presse Canadienne

Remise du rapport de l'ONU

La pression sur le président Bachar al-Assad devrait être renforcée par la remise, aujourd'hui au Conseil de sécurité, du rapport des experts de l'ONU sur l'utilisation d'armes chimiques en Syrie.

Le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, a affirmé vendredi que le rapport allait « conclure de manière accablante » à l'utilisation d'armes chimiques dans l'attaque du 21 août dans la banlieue de Damas qui a fait, selon Washington, 1400 morts, sans en attribuer directement la responsabilité au régime syrien.

En effet, le mandat des experts de l'ONU ne prévoit pas la désignation d'un coupable, identifié par les puissances occidentales comme étant le régime de Bachar al-Assad. Mais des

« Nous ne sommes rien pour eux [...] Cela fait 30 mois qu'ils discutent et ils n'ont absolument rien fait. » — Le porte-parole d'une brigade rebelle d'Alep

diplomates affirment que les détails compilés dans le rapport vont clairement identifier les responsables et que les soutiens du président syrien vont devoir apporter la preuve de leur innocence.

« La Russie, les Américains, tous les camps, ont exercé une pression sur ce rapport », a confié un responsable de l'ONU à l'AFP, s'exprimant sous couvert de l'anonymat. « Le bureau de Ban Ki-moon a pesé chaque mot. Le message doit montrer combien l'attaque a été sérieuse, mais il doit également soutenir l'initiative russo-américaine ».

L'accord sur l'arsenal chimique de Damas doit être traduit dès la semaine prochaine dans une résolution aux Nations unies et il est certain que le rapport des inspecteurs de l'ONU va peser sur cette résolution.

Après cet accord, auquel elle n'a pas été associée, la France va tenter d'entraîner ses partenaires de l'ONU vers l'adoption d'une résolution forte, que le président François Hollande espère voir adoptée avant la fin de la semaine.

Égypte 15 autres jours de prison pour deux Canadiens

Les deux Canadiens arrêtés en Égypte et détenus depuis la mi-août resteront en prison pendant encore deux semaines. Des amis de Tarek Loubani et John Greyson ont précisé que les hommes avaient été transférés dans une autre cellule avec moins de détenus. Ils ont ajouté que les deux hommes s'étaient fait dire par le bureau du procureur de district qu'ils y resteraient pendant 15 jours. Tarek Loubani, un médecin de London, en Ontario, et John Greyson, un réalisateur et professeur d'une université de Toronto, sont incarcérés en Égypte depuis maintenant un mois. Aucune accusation n'a encore été déposée contre eux. Ils ont été arrêtés puis incarcérés au Caire le 16 août alors que la capitale égyptienne était le théâtre d'émeutes meurtrières.

— La Presse Canadienne

tuango



28\$ pour un délicieux buffet à volonté pour 2 chez Sushi Palace Longueuil

Économisez
51%
prix 28\$ valeur 57\$

Achetez cette offre sur tuango.ca

COURSE À LA MAIRIE DE NEW YORK

Le triomphe de l'anti-Bloomberg



RICHARD HÉTU
COLLABORATION SPÉCIALE

NEW YORK — Avant et après s'être lancé dans la course à la mairie de Montréal, Marcel Côté a confié à des journalistes son intention de s'inspirer du maire de New York, Michael Bloomberg, s'il est élu. Il a notamment vanté la capacité du milliardaire new-yorkais de rallier élus et citoyens autour de ses idées.

L'ironie veut que le nouveau favori dans la course à la mairie de New York ait triomphé mardi dernier lors d'une primaire démocrate en se présentant comme l'anti-Bloomberg. Après avoir été longtemps à la traîne dans les sondages, le médiateur de la ville, Bill de Blasio, a terminé son ascension fulgurante en remportant 40,3 % des suffrages, contre 26,2 % pour son plus proche rival, l'ancien contrôleur financier de la Ville, Bill Thompson, et 15,5 % pour la présidente du conseil municipal, Christine Quinn.

Dans son discours de victoire, cet Italo-Américain de 1,95 m a évoqué la journée froide de janvier où il a annoncé sa candidature devant sa maison de Park Slope, à Brooklyn, en dénonçant les injustices et les inégalités de New York à la fin des trois mandats de Michael Bloomberg à la mairie de la ville.

« Ce jour-là, nous avons dit que New York était devenu un conte de deux villes, l'une où non seulement les très riches s'étaient remis de la grande



Bill de Blasio, avec sa femme Chirlane, après sa victoire aux élections primaires démocrates à la mairie de New York. Le 5 novembre, il risque d'affronter Joe Lhota, gagnant de la primaire républicaine.

récession, mais aussi où la vie ne pouvait pas être meilleure pour eux », a rappelé de Blasio, 52 ans, entouré de sa femme afro-américaine et de leurs deux enfants métis.

« Et nous avons reconnu ce jour-là qu'il y avait un autre New York, un New York où près de la moitié des citoyens vivent autour du seuil de la pauvreté, où les condos luxueux ont remplacé les hôpitaux communautaires, où les méthodes policières proactives ont tranquillement cédé la place au profilage racial. »

L'hebdomadaire de gauche *The Nation*, qui avait apporté son soutien à de Blasio, a exulté au lendemain du triomphe de celui qui se définit comme un « progressiste sans

complexe » : « Les progressistes du pays peuvent se réjouir du fait que ce message économique de gauche s'est révélé payant pour de Blasio aux urnes. »

Grogne chez les républicains

S'il ne descend pas sous la barre des 40 % après le dépouillement des votes par anticipation, de Blasio évitera un scrutin de ballottage le 1^{er} octobre et affrontera le gagnant de la primaire républicaine, Joe Lhota, le 5 novembre.

La plupart des observateurs s'accordent pour dire que de Blasio a d'excellentes chances d'être élu maire dans une ville qui compte six électeurs démocrates pour un républicain.

Un tel verdict déplairait suprêmement à Michael Bloomberg, qui a accusé le candidat démocrate de mener une campagne « raciste » et de « guerre des classes ». L'étrange accusation de racisme semble tenir au fait que de Blasio a gagné des appuis précieux chez les Noirs et les Hispaniques en faisant campagne avec les membres de sa famille multiraciale, dont son fils Dante, vedette d'une pub télévisée très efficace.

Dans cette pub, Dante, 16 ans, rappelait notamment les deux principales promesses de son père : réformer la politique controversée des fouilles au corps (« stop-and-frisk ») de la police new-yorkaise et hausser les impôts des

plus riches pour financer la prématernelle pour tous.

Cela dit, Michael Bloomberg n'entend pas pour autant donner son soutien au républicain Joe Lhota, un ancien homme d'affaires qui a fait partie de l'administration de l'ancien maire Rudolph Giuliani avant de devenir président de l'Autorité métropolitaine de transport.

« Le maire Bloomberg sait très bien que son appui à Joe Lhota éliminerait ses chances d'être élu », a déclaré à *La Presse* Christina Greer, politologue à l'Université Fordham de New York.

À l'instar de plusieurs analystes, la politologue établit un lien entre l'impopularité du maire Bloomberg et sa décision de ne pas respecter la limite de deux mandats à la mairie. Avec la complicité du conseil municipal, il a obtenu le droit de solliciter un troisième mandat en 2009.

« Il y a aussi le fait que plusieurs New-Yorkais ont l'impression que ses politiques favorisent Manhattan au détriment des autres arrondissements », a ajouté Christina Greer.

Malgré les accusations du maire Bloomberg, Bill de Blasio n'a pas le profil d'un radical. Il a travaillé au département du Logement et du Développement urbain sous Bill Clinton et dirigé la première campagne de Hillary Clinton au Sénat en 2000. Il s'est ensuite fait élire au conseil municipal de New York en 2001 et au poste de médiateur de la Ville en 2009.

Mais il aura mieux compris que ses principaux adversaires démocrates la lassitude des New-Yorkais envers le maire Bloomberg et leur désir d'un changement de direction.

L'ÉVÉNEMENT PERFORMANCE ACURA

AVEC LE TOUT NOUVEAU MDX 2014, OÙ L'UTILITÉ RENCONTRE LA PERFORMANCE.



PAIEMENT
MENSUEL DE **568\$***

2,9% LOCATION
SUR 36 MOIS

ACOMPTE DE 5 790 \$



Le système innovateur AcuraLink^{MC} offert en option vous permet de diffuser du contenu en ligne dans votre véhicule depuis votre téléphone intelligent, de communiquer en direct avec les agents du service de conciergerie 24 h sur 24, 7 jours sur 7, et plus encore. Système offert en option sur les modèles MDX 2014 sélectionnés¹.


ACURA
acura.ca

DÉBATS

LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Éric Trottier > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Mario Girard > Directeur principal de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAL

La frappe diplomatique



ANDRÉ PRATTE

apratte@lapresse.ca

Il n'y a pas qu'en stratégie militaire que la surprise peut changer radicalement la donne. C'est aussi le cas en diplomatie, comme on l'a vu ces derniers jours dans le dossier syrien. La proposition russe de soumettre au contrôle international les armes chimiques de la Syrie a bouleversé les plans de l'administration Obama. Et c'est une excellente chose.

On peut espérer que l'entente Moscou-Washington ouvrira la voie à des négociations visant une solution politique à la crise en Syrie.

En effet, à court terme au moins, l'initiative russe évite aux Américains de lancer une attaque contre le régime de Bachar Al-Assad, attaque qui risquait fort d'avoir des conséquences néfastes en provoquant une escalade régionale et en faisant de nombreuses victimes «collatérales».

Le fait que les responsables de la politique étrangère de Washington et de Moscou soient parvenus à s'entendre sur un processus devant mener à l'élimination de l'arsenal chimique syrien est de bon augure. On peut espérer que ce rapprochement ouvrira la voie à des négociations sur une solution politique à la crise en Syrie.

L'accord signé par John Kerry et Sergueï Lavrov prévoit

la destruction rapide des armes chimiques du régime Assad. Cependant, les frappes américaines n'étant plus imminentes, le président syrien trouvera sans doute toutes sortes d'excuses pour gagner du temps. Il pourra se traîner les pieds avant de remettre aux autorités internationales les informations complètes sur ses stocks. Il mettra des bâtons dans les roues des inspecteurs, comme il l'a déjà fait.

En supposant que les inspecteurs internationaux parviennent à avoir accès à toutes les armes chimiques syriennes, la neutralisation de celles-ci restera complexe. Les experts interviewés hier par les médias doutent que cette destruction puisse avoir lieu d'ici à la mi-2014, comme le prévoit l'entente. «Cela paraît parfaitement fantaisiste, a dit au Monde Olivier Lepick, spécialiste de la Fondation de la recherche stratégique. Dans une situation de paix, il faudrait plusieurs années. La Syrie n'a aucune infrastructure pour détruire ses armes chimiques.»

L'opposition au régime Assad et les élus américains favorables à une intervention musclée en Syrie étaient furieux en fin de semaine à la suite de l'annonce de l'accord russo-américain. À leurs yeux, cette entente ne fera rien d'autre que permettre au dictateur syrien de demeurer en poste. Cependant, comme nous l'avons écrit ici plusieurs fois, les aventures occidentales en Afghanistan, en Irak et en Libye ont montré que les actions militaires étrangères sont peu efficaces quand il s'agit de remplacer un régime et d'instaurer la paix et la démocratie. Le plus souvent, elles font plus de mal que de bien.

Toute solution durable à la crise syrienne sera politique et diplomatique. Heureusement, on vient de voir que malgré de graves lacunes, la diplomatie n'est pas tout à fait impuissante.

OPINION

Diviser pour régner



BERNARD BOURBONNAIS
 L'auteur est un graphiste de Vaudreuil-sur-le-Lac.

Je suis indépendantiste depuis 1970. J'ai toujours cru que pour la survie de la francophonie en Amérique, le Québec se devait d'accéder à l'indépendance politique. J'ai rêvé d'un pays moderne, social-démocrate, ouvert sur le monde et accueillant.

Le Parti québécois et le Bloc québécois viennent de perdre mon appui, surtout après le renvoi abusif de Maria Mourani.

Comme tous les pays avancés, on doit compter sur l'immigration pour progresser. Pendant plus de 100 ans, on a laissé la majorité des immigrants s'assimiler à la communauté anglophone parce qu'ils ne pratiquaient pas notre religion et qu'on leur refusait de fréquenter nos écoles. Heureusement, on a changé nos politiques et, de plus en plus, on voit des gens issus de ces nouvelles vagues d'immigration s'intégrer et changer le visage du Québec. Et, franchement, je le trouve très beau, ce nouveau Québec... ou, devrais-je dire, ce nouveau Montréal.

À Montréal, le projet de charte des valeurs est très mal accueilli, autant par les francophones, les anglophones que les communautés culturelles. Et pour cause, le dynamisme

et la créativité de Montréal sont grandement dus à cette capacité de vivre ensemble.

Les partisans de la charte ont, pour la plupart, des raisons étrangères à la charte pour l'approuver. Dans les *vox populi*, ce qui ressort, c'est «qu'il faut mettre nos culottes, leur monter qui mène icitte», «quand on va dans leur pays, on fait comme eux autres, qu'ils fassent la même chose chez nous» (ceux-là n'ont pas beaucoup voyagé pour dire ça!), ou le classique «qu'ils retournent dans leur pays, s'ils ne sont pas contents» (ceux qui sont nés ici, ils retournent où?).

Tous ces arguments n'ont rien à voir avec les objectifs de la charte qui sont d'assurer la neutralité et la laïcité de l'État, mais bien avec des sentiments empreints de xénophobie et de racisme. Quel gâchis, M^{me} Marois!

Il n'y a pas que les femmes musulmanes qui portent des signes ostentatoires, des hommes musulmans, juifs orthodoxes ou sikhs portent la barbe par conviction religieuse. Ça me rappelle une bonne blague des Cyniques, dans les années 60. André Dubois, imitant Camil Samson qu'on imaginait recteur d'université, dit: «Les étudiants pourront porter la barbe... mais seulement en dehors des heures de cours!» Je ne croyais jamais qu'on arriverait un jour si près de vivre une situation aussi loufoque. Mais moi, ça ne me fait pas rire. J'ai plutôt le goût de pleurer.

Le Parti québécois et le Bloc québécois viennent de perdre mon appui, surtout après le renvoi abusif de Maria Mourani. Je refuse de m'associer à un groupe qui encourage la division dans le seul but de gagner des votes. René Lévesque n'aurait jamais accepté ça.

ÇA S'AMÉLIORE... CEUX-LÀ N'ONT PAS ÉTÉ TUÉS PAR DES ARMES CHIMIQUES !



DROITS RÉSERVÉS/apcote@lesoleil.com

OPINION

IGA fait la barbe à Metro



GAÉTAN FRIGON
 L'auteur est président exécutif de Publimage, ex-PDG de la SAQ et de Loto-Québec.

Pour assurer son développement à long terme, toute entreprise se doit parfois de prendre des décisions qui vont au-delà des paramètres financiers standards. Un exemple récent concerne Target.

Target a déboursé 1,8 milliard de dollars simplement pour obtenir les droits commerciaux sur les baux des magasins Zellers. Il s'agit d'un coût financier énorme, car il n'inclut pas les loyers futurs à payer, pas plus que les bâtisses. Mais ce montant de 1,8 milliard permet à Target de faire une entrée remarquée au Canada. C'était le prix à payer.

Il semble bien cependant que Metro ait décidé de ne pas jouer à ce jeu et de toujours respecter les paramètres financiers standards, quitte à laisser passer des opportunités qui, pourtant, lui auraient rapporté gros. Non pas à court ou moyen terme, mais à long terme. Mais, de toute évidence, Metro préfère enrichir ses actionnaires à court terme, quitte à ce qu'ils en paient le prix dans quelques années.

Prenons le cas de A de Lachevrotière (ADL) en Abitibi. Jusque dans les années 80, cette entreprise, appartenant à la famille Montemurro, contrôlait pratiquement la distribution alimentaire en Abitibi. Opérant sous la bannière «Montemurro», ses supermarchés couvraient l'ensemble du territoire et aucune autre bannière ne l'approchait en termes de parts de marché.

C'est alors que Metro, qui fournissait déjà viandes et fruits et légumes à ADL, a réalisé un coup fumant en achetant 20 % du capital-actions de ADL. À partir de ce moment, les supermarchés Montemurro sont devenus des supermarchés Metro, qui, conséquemment, est devenu le numéro 1 en Abitibi. Plus encore, Metro a obtenu un droit de premier refus dans l'éventualité où la famille Montemurro déciderait de se départir du 80 % du capital-actions d'ADL qu'elle détenait encore.

Tout allait pour le mieux pour Metro jusqu'à ce que, il y a quatre ans, IGA (Sobeys) a déposé une offre alléchante à la famille Montemurro pour acheter le 80 % des actions que Metro n'avait pas. Trouvant cette offre

établissement, à savoir un Super C à Val d'Or. Et elle est empêtrée dans une guerre judiciaire à finir avec à la fois IGA et la Ville de Rouyn-Noranda pour savoir qui mettra la main sur un terrain où Metro veut bâtir un Super C. IGA a payé le gros prix pour ADL et fera tout pour empêcher Metro de revenir en force.

Metro est perdante dans cette saga, d'autant plus qu'elle n'aurait jamais dû laisser IGA lui damer le pion en Abitibi. Il est d'ailleurs fort possible que ce qu'elle a déjà perdu financièrement depuis quatre ans en Abitibi est supérieur à ce qu'IGA a payé en trop pour acheter ADL.

Sobeys a encore fait la barbe à Metro en achetant Safeway dans l'Ouest du pays. Sobeys a peut-

Le jour n'est pas loin où Metro regrettera amèrement d'avoir laissé filer des opportunités qui en auraient fait un joueur majeur sur l'échiquier alimentaire d'un océan à l'autre.

être là aussi payé le gros prix, mais devient de ce fait un joueur pancanadien. Le jour n'est pas loin où Metro regrettera amèrement d'avoir laissé filer des opportunités qui en auraient fait un joueur majeur sur l'échiquier alimentaire d'un océan à l'autre.

Il y a un prix à payer pour acheter des parts de marché de façon à jouer dans les mêmes ligues que ses compétiteurs. Metro n'est pas prête à payer ce prix et préfère laisser IGA lui faire la barbe. Metro se retrouve ainsi coincée au Québec et en Ontario et pourra difficilement devenir un jour un joueur national, car il n'y aura plus d'opportunités. Dommage.

DÉBATS > ENTREVUES



PHOTO MARCO CAMPANOZZI, LA PRESSE

Rêver Montréal

De quelle manière les partis politiques rêvent-ils Montréal? François Cardinal a posé la question aux candidats des trois principales formations, en leur soumettant trois idées concrètes sur l'architecture, la bouffe et les contrats publics.

Aujourd'hui

> Philippe Schnobb, d'Équipe Denis Coderre

Mardi

> Réal Ménard, de la Coalition Montréal - Marcel Côté

Mercredi

> Luc Ferrandez, de Projet Montréal

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?

Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION?

Écrivez-nous à débats@lapresse.ca

RÉDACTION 514.285.7070
 commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT 514.285.6911 ou 1.800.361.7453
 www.lapresse.ca/abonnement

PUBLICITÉ 514.285.6931

PETITES ANNONCES 514.987.8363 ou 1.866.987.8363
 petitesannonces@lapresse.ca

DÉCÈS 514.285.6816
 deces@lapresse.ca

CARRIÈRES 514.285.7320
 carrieres@lapresse.ca

Seule La Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien La Presse est publié et édité par La Presse, ltée dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de l'imprimerie Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier, Président et éditeur.

À BIEN Y PENSER

DÉBATS

En proposant de subordonner les armes chimiques de la Syrie à un contrôle international, Vladimir Poutine a coupé l'herbe sous le pied de Barack Obama. Il a démontré que les interventions militaires américaines en Irak, en Libye et en Afghanistan ont été des échecs et que le militarisme américain n'est pas la meilleure solution si une initiative diplomatique peut régler le problème. Si le plan de Poutine fonctionne, c'est lui qui va passer pour un héros. Et si Obama recourt quand même à des frappes militaires, c'est lui qui va en porter le blâme...
— Michel Magnant

Pendant ce temps, l'emploi est en chute libre



ALAIN DUBUC
COLLABORATION SPÉCIALE
adubuc@lapresse.ca

Pendant que notre gouvernement se lançait dans la chasse aux voiles et autres kippas, Statistique Canada révélait qu'il s'est perdu 5000 emplois en août au Québec, une baisse modeste, mais qui s'ajoute à une chute de 30 400 emplois en juillet. En tout, on compte 50 900 emplois de moins qu'en début d'année.

La baisse est assez significative pour qu'on s'en inquiète. Ce sont des faits vérifiables, des données incontestables de l'Enquête sur la population active.

Il y a ensuite l'interprétation que l'on peut donner à ces faits. Est-ce une mauvaise passe passagère? Quelle en est la cause? Et c'est là qu'entre en jeu le débat partisan. Libéraux et caquistes se sont empressés de conclure que le gouvernement Marois était responsable. C'est rapide.

Le gouvernement Marois a pris de déplorables décisions économiques, notamment sa croisade destructrice contre l'industrie minière. Mais il est encore difficile d'établir une relation de cause à effet avec ce qui arrive à l'emploi. Parce que les emplois ne dépendent pas que de l'État. Que les effets des politiques publiques se manifestent souvent à plus long terme. Que le gouvernement Marois gère une économie encore tributaire de ce qui s'est passé avant son arrivée au pouvoir.

En niant les faits, le gouvernement Marois envoie le message qu'il est plus intéressé à la longueur des crucifix qu'à la santé de l'économie.

Pour répondre à ces attaques partisans, le gouvernement péquiste a lui aussi adopté le mode partisan, mais en choisissant la pire parade imaginable, le déni. Le ministre des Finances, M. Nicolas Marceau, a rétorqué que «le Québec fait mieux que le Canada».

«Depuis le début de l'année, la croissance de l'emploi au Québec (1,6 %) est semblable à celle des États-Unis et supérieure à celle de l'Ontario (1,5 %) et du Canada (1,4 %)\», a-t-il affirmé dans un communiqué indigne de sa fonction, car un ministre des Finances, qui a un rôle de fiduciaire, a le devoir de donner l'heure juste.

Il y a bien sûr une foule de façons de mesurer l'état du marché du travail. Et dans un débat partisan, chacun choisira les chiffres qui l'arrangent. Aucune méthode n'est parfaite. Tout dépend du contexte.

Le gouvernement a choisi de comparer la moyenne de l'emploi pour les sept premiers mois de cette année à la moyenne de la même période de 2012. Ça donne un gain moyen de 65 200 emplois sur un an, ce qui permet une comparaison avantageuse avec le Canada.

La méthode est techniquement correcte, mais dans ce cas-ci, elle ne donne pas l'heure juste, parce que ce gain d'emplois sur un an ne s'explique pas par le dynamisme actuel de l'économie, mais parce qu'on se compare au début de l'année dernière quand le niveau d'emploi était très bas. L'emploi a en effet évolué en montagnes russes au Québec. Il s'est perdu 63 800 emplois entre mai et décembre 2011 – sous le règne libéral – une baisse suivie d'une solide remontée de 140 900 emplois en 2012, surtout en deuxième moitié d'année.

Ce à quoi on assiste maintenant, c'est à un nouveau cycle de baisse: depuis janvier, cinq baisses mensuelles de l'emploi et seulement deux hausses mensuelles. Cela indique la présence d'un «pattern» difficile à nier. D'autant plus que, depuis janvier, pendant que le Québec perdait 50 900 emplois, l'Ontario en gagnait 97 000 et les neuf autres provinces, 175 000. Dans un tel contexte, dire que le Québec fait mieux que le Canada est une injure à l'intelligence.

L'enjeu, ce n'est pas de savoir à qui c'est la faute, mais de savoir ce qu'il faut faire pour enrayer l'érosion. En niant les faits, le gouvernement Marois envoie surtout le message qu'il ne prend pas les choses en main. Et qu'il est plus intéressé à la longueur des crucifix qu'à la santé de l'économie.

CHARTRE DES VALEURS QUÉBÉCOISES

Notre regard partial



PASCALLE FOURNIER
Résidente de Montréal,
l'auteure est professeure
et titulaire de la Chaire de
recherche sur le pluralisme
juridique et le droit
comparé à l'Université
d'Ottawa.

Chère Madame Marois,

Je vous écris avec toute la force et l'impudeur des mots, qui se déversent en rafale tant mon besoin est grand de vous exprimer la profonde tristesse qui m'habite en lisant le projet de votre gouvernement, «Parce que nos valeurs, on y croit».

Je pense surtout à Pierre et Charles, mes petits amours, qui vivent paisiblement aux côtés de plusieurs familles juives hassidiques, dont la différence visible se présente sous la forme d'un habillement qui leur est étranger et de traditions religieuses et culturelles qui sont éloignées des leurs.

Pour eux, dans leur imaginaire d'enfants, c'est le Québec qu'ils connaissent et qu'ils aiment: terre de richesse humaine, carrefour de cultures qui se côtoient dans l'harmonie, miroir reproduisant la certitude qu'ils ne sont que poussière d'étoiles, que la planète est grande, riche et diversifiée, et que cette planète, elle est aussi reproduite sur les balcons des individus qui sont nos voisins.

Je pense également à Yamina, une musulmane portant le hijab qui a été un rayon de soleil quotidien dans la vie de Pierre, accompagnant patiemment les enfants de la garderie dans la longue route vers la connaissance, le respect de l'Autre et la fraternité humaine. Elle incarnait le visage de l'État. Avec son voile, qu'elle porte pour des croyances qui lui sont propres, elle leur apprenait à réciter des comptines québécoises, à donner et à recevoir des caresses, à danser sur les airs d'Henriette Major et à accueillir le père Noël distribuant des cadeaux aux uns et aux autres. Elle incarnait aussi et surtout la réussite d'une société qui lui a tendu la main.

Avec sa grande compétence et sa passion contagieuse, Yamina n'a jamais laissé une quelconque partialité religieuse teinter son rapport aux enfants. Elle n'est manifestement pas la seule. Rien ne nous permet de conclure à une «crise de partialité» au sein de l'appareil étatique, bien au contraire.

La partialité, elle vient de notre regard, de notre manière d'appréhender le monde par la peur, de notre obsession à l'endroit de signes tangibles dont l'interprétation personnelle et subjective est probablement aussi hétérogène



PHOTO ALAIN ROBERGE, ARCHIVES LA PRESSE

Pour certains immigrants ayant tout quitté, ce signe religieux représente la visibilité d'un passé aujourd'hui invisible, ce pays qui les a vu grandir, mais ne les verra jamais mourir.

que les individus qui les portent. Et si la «crise» justifiant une intervention gouvernementale venait de cela, justement, d'une vision réductrice qui déforme l'Autre en lui attribuant des gestes qu'il n'a jamais posés ou en attaquant une «apparence de partialité» à laquelle il ne peut rien, sauf abandonner une part de son existence? Sous le signe religieux, il y a l'être humain

d'un passé aujourd'hui invisible, ce pays qui les a vu grandir, mais ne les verra jamais mourir.

Chère Madame Marois, première femme à diriger le Québec, nos concitoyens et concitoyennes méritent mieux que la division que vous proposez. Que dirons-nous à nos enfants lorsqu'ils nous demanderont, trempés par l'incompréhensible douleur de

Que dirons-nous à nos enfants lorsqu'ils demanderont pourquoi les Yamina du Québec ont quitté leur emploi?

qui respire le même air que nous, pose ses pas sur les mêmes rues, échange un sourire en partageant un banc du métro. Pour certains immigrants et immigrantes ayant tout quitté, parfois au risque de leur vie et celle de leurs enfants, ce signe représente la visibilité

la perte d'un être qui leur était cher, pourquoi les Yamina du Québec ne sont plus là pour les accueillir au petit matin? «Parce que nos valeurs, on y croit»? L'honnêteté intellectuelle et la rigueur juridique exigent plus que cela. L'être humain aussi.

Une méfiance injustifiée



SOLANGE LEFEBVRE
L'auteure est titulaire
de la Chaire religion,
culture et société
à l'Université de Montréal.

Le débat des derniers jours autour de la charte des valeurs met en scène un conflit entre les personnes attachées aux aspects religieux dits «patrimoniaux», endossant le maintien du crucifix à l'Assemblée nationale, et les champions des droits individuels défendant le droit de porter un symbole religieux.

Il importe de surmonter cette polarisation qui braque les uns contre les autres, de mesurer la difficulté que pose le recours tous azimuts à la discrimination, lorsque des expressions religieuses sont présentes dans la sphère publique. Celle-ci n'est pas un lieu devant être aseptisé de tout élément culturel, historique ou religieux spécifique. C'est un espace vivant et agité par plusieurs tendances et traces de la fabrique d'une collectivité et d'une histoire. Des signes ou expressions religieux, présents dans une collectivité depuis plusieurs décennies, violent-ils à ce point les libertés individuelles?

Quant au crucifix, il se trouve situé dans un ensemble de l'Assemblée nationale où les références religieuses sont très nombreuses. La fleur de lys elle-même comporte une croix à sa base, un trône bien en vue du salon rouge arbore la devise «Dieu et mon droit». Faudra-t-il l'éliminer et avec lui tous les anges, saints et croix

encadrés dans le vénérable bâtiment? Quelle absurdité!

Le grand paradoxe est que toute la sociologie de la religion des 50 dernières années observe que dans les démocraties, une forte individualisation de la religion domine: chacun élabore une voie de sens, en puisant librement aux héritages, traditions ou sources de sens disponibles. Des élèves de plusieurs religions et non religieux fréquentent les collèges privés catholiques, sans endoctrinement, c'est un fait connu. Pourquoi jeter les hauts cris dès qu'une expression religieuse subsiste dans l'espace public?

J'endosse pourtant la défense des libertés individuelles. Interdire le port de symboles religieux me paraît dénier la conception la plus élémentaire des droits

de l'envoyer dans certains endroits, de crainte que cela nuise à mes affaires. Quand l'État québécois va-t-il lancer un message sans ambiguïté, que les personnes qui font ces choix sont comme les autres?» Le projet de la charte fait non seulement fausse route, il nourrit une méfiance injustifiée, qui nuit au climat social.

En France, on cumule ce type d'interdictions et de chartes, jusqu'à l'obsession, mais ce pays est une exception, réputé pour être très restrictif sur le plan religieux. Pourquoi le prendre pour modèle?

Le concept même de laïcité véhicule une idéologie antireligieuse, comme le démontre l'usage restrictif, voire intégriste, qu'en font à présent plusieurs au Québec. Il fut naïf de croire qu'il

Interdire le port de symboles religieux me paraît dénier la conception la plus élémentaire des droits de la personne.

de la personne. C'est lancer le message à ceux qui les portent qu'ils suscitent une malaise insurmontable. Sur ce point, ce sont les autres qui doivent faire leur chemin. Que m'importe qu'une juge, qu'un policier ou que le président de l'Assemblée nationale porte un symbole religieux? En quoi une personne sans signe religieux peut-elle me garantir davantage son impartialité?

J'entends encore ce cri du cœur d'un patron d'une importante entreprise entendu lors d'une formation: «J'ai une employée musulmane remarquable qui porte le foulard, mais j'ai peur

suffirait de l'affubler d'un adjectif – ouverte! – pour en atténuer l'effet.

Discutons de neutralité (même si le concept n'est pas parfait), avec sens du compromis, puisque la religion fait partie de notre histoire et de la vie de près de six millions de citoyens québécois. Cessons de limiter les problèmes que pose la neutralité à la religion.

Politiquement, culturellement, idéologiquement, l'espace public n'est pas neutre, et non plus les individus, ainsi va la démocratie. Pourquoi cette fixation sur la religion comme source de toutes les atteintes à la neutralité?



Les Recrues
DODGE

LES CONCESSIONNAIRES DU GROUPE MOTOROLA

« Moins d'essence. Plus de puissance. Une valeur sûre. » est une comparaison entre les gammes complètes 2013 et 2012 de Chrysler Canada. L'affirmation 8 L/100 km ou moins est basée sur les estimations de consommation de carburant sur autoroute du programme EnerGuide 2013. Les méthodes d'essai utilisées sont celles du gouvernement du Canada. La consommation d'essence réelle de votre véhicule varie selon le groupe motopropulseur, vos habitudes de conduite et d'autres facteurs – à des fins de comparaison seulement. Voyez votre concessionnaire pour des précisions supplémentaires sur le programme EnerGuide. Le concessionnaire avisé lit les petits caractères : +, †, **, ††. Les offres de cette annonce s'appliquent à la livraison au détail des modèles neufs sélectionnés achetés entre le 4 et le 30 septembre 2013 auprès des concessionnaires participants et peuvent être modifiées ou prolongées sans préavis. Le transport (1 695 \$) et la taxe sur le climatiseur (le cas échéant) sont compris dans le prix d'achat. Certains frais supplémentaires ne seront ajoutés au prix d'achat. Aucuns frais supplémentaires ne seront ajoutés au prix d'achat. Les prix d'achat sont offerts aux clients admissibles sous réserve de l'approbation de crédit par la RBCC Banque Royale, la Banque Scotia et Financement Auto TD et sont applicables à la nouvelle Dodge Dart SE 2013 (PPDH41 + 25A). Exemples : Dodge Dart SE 2013 (PPDH41 + 25A) avec un prix d'achat de 16 995 \$ financé à un taux de 0 % pour 36 mois sans aucun acompte (0 \$) équivalent à 78 paiements aux deux semaines de 217,88 \$, aucuns frais de crédit et une obligation totale de 16 995 \$ financé à un taux de 3,99 % pour 96 mois sans aucun acompte (0 \$) équivalent à 416 paiements par semaine de 477,74 \$, des frais de crédit de 2 862,92 \$ et une obligation totale de 19 857,92 \$. ** Prix de la Dodge Dart GT 2013 montrée (PFD541 + 275) : 24 850 \$. Les modèles montrés peuvent différer légèrement des modèles qui sont commercialisés au Canada. Δ Données établies selon les méthodes d'essai approuvées par le gouvernement du Canada et basées sur le Guide de consommation de carburant 2013 de Ressources naturelles Canada (RNCAN). Cote de consommation de carburant pour le modèle Dodge Dart Aero 2013 avec le moteur turbo 1,4 L à transmission manuelle. Cote de 7,3 L/100 km en ville. La consommation d'essence réelle de votre véhicule varie selon le groupe motopropulseur, vos habitudes de conduite et d'autres facteurs – à des fins de comparaison seulement. Voyez votre concessionnaire pour des précisions supplémentaires sur le programme EnerGuide. ○ Dodge Dart Aero 2013 – 4,8 L/100 km (route) et 7,3 L/100 km (ville). Honda Civic Touring 2013 avec moteur i-VTEC™ de 1,8 litre à 4 cylindres à transmission automatique – 5,2 L/100 km (route) et 6,2 L/100 km (ville). Hyundai Elantra L 2013 avec moteur de 1,8 litre DACT à 16 soupapes doubles DV5C à transmission automatique – 5,2 L/100 km (route) et 7,2 L/100 km (ville). Toyota Corolla 2013 avec moteur de 1,8 litre à 16 soupapes VV-Ti DIS ETCS-1 à 4 cylindres à transmission manuelle – 5,6 L/100 km (route) et 7,4 L/100 km (ville). Ford Focus SE 2013 avec Ensemble super consommation de carburant (SEF) en option et moteur I-4 à injection directe de 2 litres à transmission automatique à 6 vitesses – 4,8 L/100 km (route) et 7,2 L/100 km (ville). † Selon la catégorie de Ward's des petites berlines de gamme supérieure 2013 coûtant moins de 25 000 \$. † Selon le Programme d'évaluation des nouvelles voitures utilisées par l'organisme américain National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA) (www.safercar.gov). † Renseignements sur la concurrence obtenus par Autodata, EnerGuide Canada et le site Web du fabricant en date du 26 juillet 2013. ** Le logo SiriusXM est une marque de commerce enregistrée de SiriusXM Satellite Radio Inc. ** Jeep est une marque déposée de Chrysler Group LLC et utilisée sous licence. Coop publicitaire des concessionnaires Chrysler • Jeep • Dodge • Ram



Dodge Dart GT 2013 montrée**

AUSSI PEU QUE
4,8 L / 100 km
SUR ROUTE
MODÈLE DODGE DART AERO*

VISEZ DANS LE MILLE

AVEC LA

DART

CONÇUE POUR SURPASSER VOS ATTENTES
ET NON VOTRE BUDGET



DODGE DART SE 2013

LA VOITURE LA PLUS ÉVOLUÉE DE SA CATÉGORIE SUR LE PLAN TECHNOLOGIQUE†



NOUVELLE OFFRE!

UN FINANCEMENT À L'ACHAT DE
48 \$ PAR SEMAINE
POUR
96 MOIS
FRAIS DE TRANSPORT INCLUS

PRIX TOUT INCLUS À PARTIR DE :

16 995 \$

LE PRIX COMPREND
LES FRAIS
DE TRANSPORT
DE 1 695 \$.

OU OPTÉZ POUR

FINANCEMENT À L'ACHAT
0 % POUR
36 MOIS
ET AUCUN ACOMPTÉ

	Dodge Dart 2013	Honda Civic 2013 [§]	Hyundai Elantra 2013 [§]	Toyota Corolla 2013 [§]	Ford Focus 2013 [§]
Meilleure économie d'essence disponible (sur route) [†]	4,8 L/100 km	5 L/100 km	5,2 L/100 km	5,6 L/100 km	4,8 L/100 km
Sacs gonflables de série	10	6	6	6	7
Plus grande taille d'écran tactile disponible	8,4 pouces	< 7 pouces	< 7 pouces	< 7 pouces	8 pouces
Volume intérieur total de l'habitacle (L)	2752,4	2678,0	2707,0	2568,0	2568,0
Freins à disque aux 4 roues	De série	Disponible	De série	Non disponible	Disponible
Affichage configurable à matrice active de 7 pouces	Disponible	Non disponible	Non disponible	Non disponible	Non disponible
Phares projecteurs	De série	Non disponible	Non disponible	Non disponible	Disponible



Dodge Dart GT 2013 montrée**

PASSEZ CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE CHRYSLER | JEEP MD | DODGE | RAM DU QUÉBEC www.dodge.ca/offres

MOINS D'ESSENCE. PLUS DE PUISSANCE. UNE VALEUR SÛRE.
18 MODÈLES QUI CONSOMMENT 8 L / 100 KM (35 MPG) OU MOINS.



RAM

